



Bientôt 100 ans
au service de l'Economie
burundaise



2020

Rapport annuel
Annual report

BCB

membre du réseau



BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

Bienvenue à Bujumbura, Bienvenue à la BCB !



La Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB) est la première banque qui s'est installée au Burundi (1922).

Avec un capital à participation locale (45%) et internationale (55%), elle est membre du réseau Bank Of Africa (depuis 2008) opérant dans 17 pays africains ainsi qu'en France et dont la majorité du capital est détenue par BMCE Bank Of Africa.

Son réseau de distribution est actuellement constitué de 24 agences, 7 guichets et 35 guichets automatiques de banques (GAB). Parmi ces points de vente, figure un Centre d'Affaires dédié à la clientèle « Entreprises ».

*En plus des produits bancaires classiques, à savoir l'épargne et le crédit avec les activités connexes y relatives, la BCB met à la disposition de sa clientèle des produits tels que : **Mobile Money (BCB Muhira), Western Union, Internet Banking (BOAweb), BOA relevés et cartes bancaires (VISA et SESAME).***

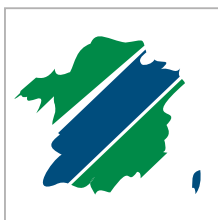
La préoccupation de la BCB est l'entière satisfaction de sa clientèle.

Sommaire

Table of contents

Le Groupe BANK OF AFRICA	4-9
Rapport d'activité de la Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB)	
<i>Activity Report of the Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB)</i>	
Le mot de la Direction Générale	13
<i>Comments from the General Management</i>	15
Produits disponibles à la BCB*	16
Faits marquants 2020	18
<i>Highlights 2020</i>	18
Chiffres-clés au 31/12/2020	19
<i>Key figures on 31/12/2020</i>	19
Engagements citoyens de la Banque*	20-21
Conseil d'Administration & Capital	22
<i>Board of Directors & Capital</i>	22
Le Mot du Président du Conseil d'Administration	24
<i>Comments from the Chairperson of the Board of Directors</i>	24
Rapport du Conseil d'Administration	26-30
<i>Report by the Board of Directors</i>	31-35
Rapport du Commissaire aux Comptes*	36-37
Bilan comparé des deux derniers exercices	40
<i>Balance sheet for the last two fiscal years</i>	40
Résultat comparé des deux derniers exercices	41
<i>Income statement for the last two fiscal years</i>	41
Résolutions	42-43
<i>Resolutions</i>	44-45
Annexes*	47-65

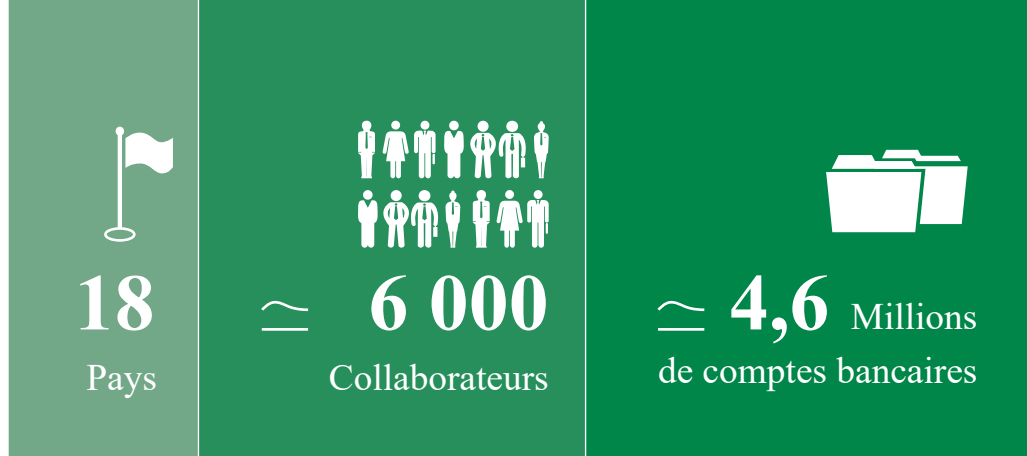
* French only



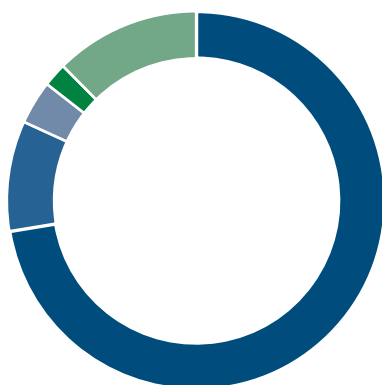
BÉNIN	BURKINA FASO	BURUNDI
CÔTE D'IVOIRE	DJIBOUTI	ÉTHIOPIE
FRANCE	GHANA	KENYA
MADAGASCAR	MALI	NIGER
OUGANDA	RDC	RWANDA
SÉNÉGAL	TANZANIE	TOGO

Le Groupe BANK OF AFRICA

Un réseau puissant



Actionnariat de BOA GROUP au 31/12/2020



BMCE Bank of Africa	72,41 %
FMO	9,41 %
PROPARCO	3,73 %
BIO	2,03 %
AUTRES	12,42 %

Un partenaire bancaire de référence, BMCE Bank Of Africa

BMCE Bank Of Africa, actionnaire majoritaire de BOA GROUP, est le 3e groupe bancaire au Maroc, détenu à hauteur de 35,23 % par le groupe industriel et financier marocain FinanceCom.

BMCE Bank Of Africa est un groupe bancaire multi métiers et multi enseignes - banque commerciale, services financiers spécialisés, banque d'affaire, etc -, présent dans 31 pays et 4 continents.

Le Groupe BANK OF AFRICA a contribué en 2020 pour 47 % au résultat net consolidé de BMCE Bank of Africa et pour 31 % à son Résultat Net Part du Groupe.

≈ **700** Guichets
Automatiques
de Banque

≈ **600**
Agences bancaires

Plus de **35ans**
de développement
continu

5 zones
économiques
UEMOA, CEDEAO,
EAC, COMESA, SACD

Chiffres clés du Groupe BANK OF AFRICA sur base consolidée

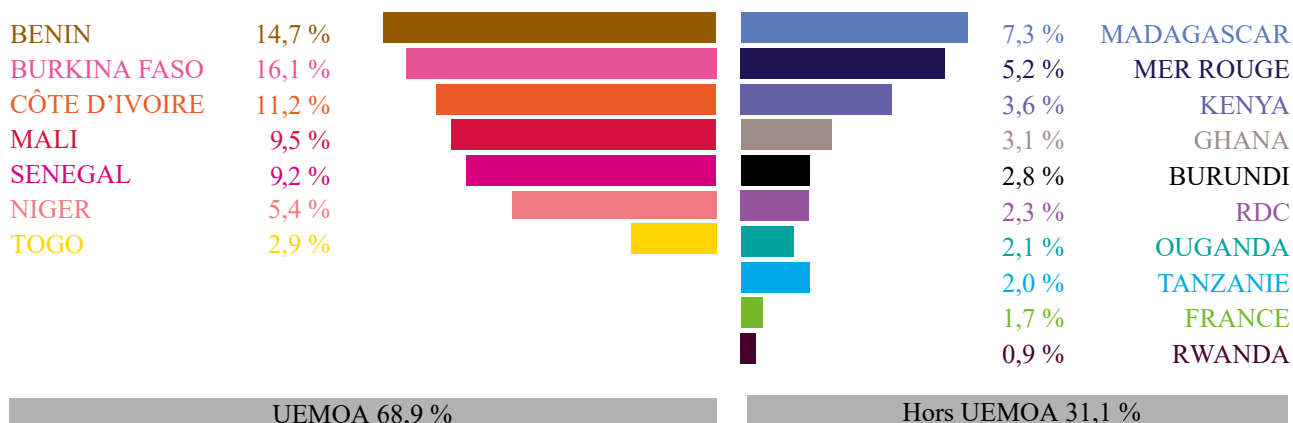
En millions d'euros	2019	2020	Variation
Total bilan	8 547	8 722	2,0 %
Créances sur clientèle	4 336	4 166	-3,9 %
Dépôts de clientèle	5 885	6 246	6,1 %
Produit Net Bancaire	542,6	573,6	5,7 %
Résultat net part du groupe (RNPG)	68,9	65,7	-4,6 %
Coefficient d'exploitation (Frais Généraux y compris les dotations aux amortissements / PNB)	61,5 %	57,9 %	
Coût du risque	1,5 %	2,8 %	
ROE (RNPG / Fonds propres part du groupe moyens)	11,9 %	11,1 %	
ROA (RNPG / Actif moyen)	0,9 %	0,8 %	
Solvabilité (estimations)			
Risk Weighted Asset (*)	5 175		
Tier 1 + Tier 2 (**)	530		
Ratio de solvabilité	10,2 %		

(*) Risk Weighted Asset ou Actifs risqués pondérés consolidés estimés : somme des RWA des banques pondérées par leur contribution à l'actif consolidé

(**) Tier 1 estimé : Capital + primes liées au capital + Réserves part du groupe + Report à nouveau + RNPG

Tier 2 estimé : Emprunts subordonnés + Provisions

Répartition de l'actif agrégé par pays



Plus de 35 ans de croissance et d'expansion

Réseau Bancaire*

1983

• **MALI**

17 Agences et 2 Centres d'Affaires à Bamako.
16 Agences régionales et 9 Bureaux de proximité.

1990

• **BÉNIN**

24 Agences, 1 Centre d'Affaires et
1 Guichet portuaires à Cotonou.
25 Agences régionales.

1994

• **NIGER**

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL
BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

1996

19 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 bureau à
Niamey, 11 Agences régionales.

• **CÔTE D'IVOIRE**

Créée en 1980 : BANAFRIQUE.
Intégrée au Réseau BOA en 1996.
30 Agences et
2 Centres d'Affaires à Abidjan.
9 Agences régionales et
2 Bureaux de proximité.

1998

• **BURKINA FASO**

24 Agences et 1 Centre d'Affaires, à Ouagadougou,
23 Agences régionales et 1 Centre d'Affaires à Bobo Dioulasso

1999

• **MADAGASCAR**

Créée en 1976 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA
(BTM) / Banque nationale pour le développement rural.

Intégrée au Réseau BOA en 1999.
37 Agences et
3 Centres d'Affaires à Antananarivo.
52 Agences régionales et
1 Centre d'Affaires à Toamasina.

2001

• **SÉNÉGAL**

34 Agences, 2 Centres d'Affaires.
26 Agences régionales.

2004

• **KENYA**

Créée en 1981 : sous forme de succursale
BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT
AGRICOLE-INDOSUEZ > CALYON.
Intégrée au Réseau BOA en 2004.
13 Agences et
1 Centre d'Affaires à Nairobi.
15 Agences régionales et
1 Centre d'Affaires à Mombasa.

2006

• **UGANDA**

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd
> ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006.
17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Kampala.
17 Agences régionales.

2007

• **TANZANIE**

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK
- TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au
Réseau BOA en 2007.

2008

9 Agences et 1 Centre d'Affaires
à Dar es Salaam. 10 Agences régionales.

• **BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA**

Créée en 1909 à Bruxelles :
BANQUE DU CONGO BELGE (BCB).
1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi.
25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE
BUJUMBURA, S.M. (BCB).
Intégrée au Réseau BOA en 2008.
10 Agences, 1 Centre d'Affaires et
7 Guichets à Bujumbura.
13 Agences en province.

2010

• **RDC**

8 Agences à Kinshasa.
7 Agences régionales et 1 guichet en province.

2010

• **DJIBOUTI**

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE
(BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.
9 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 Bureau de représentation
à Addis-Abeba (Ethiopie)

2010

• **FRANCE**

1 Agence entreprise et
1 i-agence à Paris.

2011

• **GHANA**

Créée en 1999 : AMALBANK. Intégrée au Réseau BOA en 2011.
17 Agences et 1 Centre d’Affaires à Accra. 8 Agences régionales.

2013

• **TOGO**

9 Agences et 1 Centre d’Affaires à Lomé.
4 Agences en province.

2014

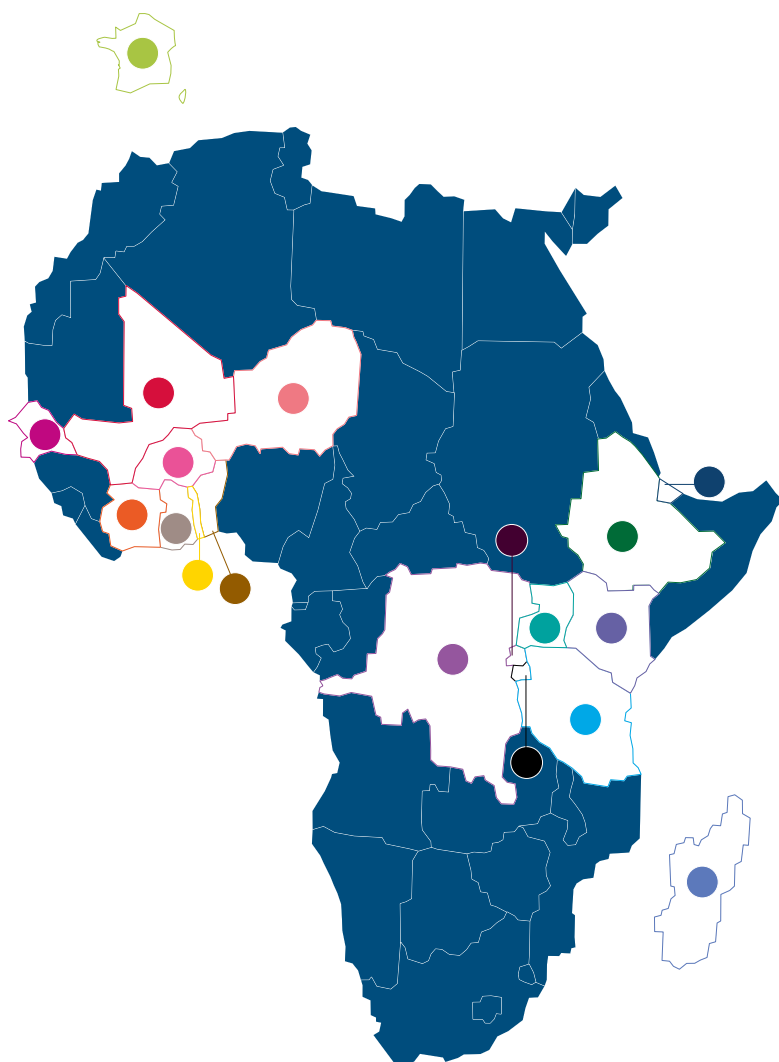
• **ÉTHIOPIE**

1 Bureau de représentation à Addis Abeba, rattaché à BOA-MER ROUGE.

2015

• **RWANDA**

Créée en 2003 : AGASEKE BANK.
Intégrée au Réseau BOA en 2015.
8 Agences et 1 Guichet à Kigali.
6 Agences régionales.



Filiales non bancaires

2002 AÏSSA

(Société de services informatiques)

Siège social à Cotonou.

2002 AGORA

(Société de participations)

Siège social à Abidjan.

2014 BOA SERVICES

(Société de services)

Siège social à Dakar.

2017 BOA SERVICES

INTERNATIONAL (Société de services)

Siège social à Casablanca

Autres structures

1999 FONDATION BANK OF AFRICA

Présente dans de nombreux pays où le Groupe est implanté.

*Réseau BANK OF AFRICA au 31/12/2020

Produits & services disponibles dans le réseau francophone

Particuliers

Assurances

Assurance Auto « ZEN AUTO »
Assurance décès et invalidité
Assurance moyens de paiements
Assurance Perte Emploi
Assurance Scolarité «ZEN EDUC»
Assurance Retraite «ZEN Retraite»
Assurance Voyage « Zen Voyage »
Épargne à tirage « CmaChance »
Avenir Etude
BOA Protection
Zen Emprunt
Zen Découvert
Zen Habitation
Retraite complémentaire
Indemnité fin de carrière
Homme clé
Passport retraite

Comptes

Compte Chèque
Compte Devises
Compte Eco Salaria
Compte Élite

Épargne

Bons de Caisse
Bons du Trésor par Adjudication
Compte Épargne
Compte Épargne Élite
Compte Épargne « Tahiry »
Compte Jeune
Dépôt à Terme
FUTURIS pour les jeunes
Plan Épargne Ambition
Plan Épargne Éducation
Plan Épargne Logement

Banque à distance

BOAweb
MyBOA
Swift-On
MyBOA-Mali
B-Phone
B-SMS
Airtel Money « Bank 2 Wallet »
MyBOA
MyBOA-Mali
BOA SMS
Orange Money « Bank 2 Wallet »
Telma Money « M'Vola »

Monétique

Carte SESAME Mauve
Carte SESAME Turquoise
Carte BOA Visa Elite
Carte BOA Visa Bleue
Carte BOA Visa Verte Prépayée
Carte Visa Gold
Carte Visa Platinum
Carte prépayée Libcard

Packages

Pack FIVELOMAKO
Pack FONXIONARIA
Pack MON BUSINESS
Pack SALARIA
Pack SALARIA+
Pack TAWFEKH
Pack Jeune Actif
Pack Etudiant

Prêts

Avance
Avance Aïd Al Adha
Avance Ramadan
Avance sur DAT
Avance sur Salaire
Avance Tabaski
Crédit-Bail
Crédit Express
Découvert Autorisé (Automatique)
Prêt Collectif
Prêt Consommation
Prêt Équipement
Prêt Événements
Prêt de fin d'année « Tous en Fête »
Prêt Habitation
Prêt Haraka
Prêt Immobilier
Prêt Moto « Prêt Ma Moto » Prêt Fonxionaria
Prêt Ramadan
Prêt Personnel
Prêt Rechargeable
Prêt Scolarité « Tous à l'École »
Prêt Tabaski
Prêt Véhicule (Leasing) «Ikamobili»
Prêt Véhicule « Prêt Ma Voiture »
Prêt Vitamine
Prêt Voyage
Prêt Oxygène

Transferts & Change

BOA Express
Change Manuel
Free Money
RIA
Small World
Mobicash
MoneyGram
MTN Mobile Money
Orange Money
Western Union
Achat & vente de devises

Entreprises

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, des PME/PMI, des institutions, des associations, et des professions libérales notamment :

Packages

Pack YIRIWA
Pack PME

Assurances

Assurance décès et invalidité
Assurance retraite complémentaire
Assurance indemnité fin de carrière
Assurance « Homme clé »
Assurance « Stock »
Assurance moyens de paiements

Banque en ligne

BOAweb
Swift-On

Financement

Avance
Découverts
Avance sur DAT
Avance sur factures
Avances sur droits constatés
Avances sur marchandises
Avances sur titres
ATF avance à terme fixe
Crédit de Campagne
Crédit Collectifs
Crédit de Fonctionnement
Crédit d'investissement
Crédit-Bail
Crédits relais
Crédit Spot
Crédit à moyen terme
Crédit à long terme
Escompte de papier commercial
Facilités de Caisse et découvert
Prêt Equipement
Financement des officines (uniquement pour les pharmacies)
Financement des stocks Crédits de Production
Crédits commerciaux
BOA-leasing

Cash management

Collecte de fonds
Collecte de valeur
Prélèvement de masse
Virement de masse

Opération à l'international

Avals d'effets en devises
Chèques ou effets en devises
Crédit documentaire
Remise documentaire
Effets en Devises
Escomptes documentaires
Lettre de crédit
Lettres de garantie
Virement & Transfert en devises
Transfert à l'international
Refinancement en devises
Achats et vente de devises
Garanties à l'international
Opérations d'importation
Opérations d'exportation
Remise documentaire Export
Remise documentaire Import

Placements

Dépôt à terme
Bon de caisse
Bons et obligations du trésor par Adjudication
Placement interbancaires
Courtage (Brokerage) auprès des confrères
Compte Courant
Compte Devises
FCP Emergence
Avance sur DAT
Achat d'actions et/ou obligations

Monétique

Carte BOA Visa Bleue
Carte BOA Visa Verte Prépayée
Carte BOA Visa Elite
Carte Visa Gold
Carte Visa Platinum
Carte prépayée Libcard

Cautions & Avals

Diverses cautions sur marché : cautions provisoires, cautions définitives, cautions d'avance de démarrage, cautions de bonne fin, caution de retenue de garantie, etc. ; Cautions fiscales
Avals sur effets
Caution douanière : Obligations cautionnées, crédit d'enlèvement, admission temporaire

Produits & services disponibles dans le réseau anglophone

Retail

Current Accounts

Current and Transactional Accounts
Elite Current Account
Embassy Staff Current Account
Executive Current Account
Goodwill Account
Personal Current Account
Mwanariadha Account
Pay as you Go – Business
Pay as you Go – Individual
Payroll Account
Remunerated Current Account
Single Fee Business Current Account
Single Fee Salary Account
Student Account
Wakili Current Account
Trust account
Investment Club Remunerated Current Account

Savings and

Investment Products

Ambition/Ambitious Savings Plan
UMUHIGO Saving Account
UMURAGE Saving Account
TUNGA Saving Account
Association Account 'VSLA'
Business Savings Account
Bunge Account
Call Deposits Account
Chama Saving Account
Children Savings Account
Classic Savings Account
Personal Savings Account
Ero Savings Account
Faidika Savings Account
Executive Savings Account
Fixed Deposit Account
Forexave Account
Gold Plus Account Investment Club Account
Premium Plus Account
Reward Savings Account
Student Savings Account
Treasury Bills Vuna Plus Account

Packs

Employee Pack
My Business Pack
Public Service Pack
Elite Pack
Salary Pack

Cards & Electronic

Banking

SESAME Purple Card (Savings card)
SESAME Turquoise Card BOA
Visa Blue Card
BOA Visa Elite Card
BOA Visa Green Prepaid Card
E-Statement
E-tax Payments
Electronic Utility Bill Payments
E-social security payments
Salary Payment Processing System

Mobile Financial

Services

B-Mobile, BANK OF AFRICA
Mobile Wallet, Mobile Banking
BOAweb, Internet Banking
BOA Pay
BCollect Fee Payment
E-Chama
Mobile Cash Collection
Mail Alert
Mobile Savings and Mobile Loans
SMS Alert
Swahiba Mobile App

Money Transfer

Airtel Money
Eazy Pesa
Halo Pesa
M-Pesa
MoneyGram
MTN Mobile Money
Tigo Pesa
Western Union
World Remit
ZeePay Money

Consumer Loans

Home/Mortgage Finance
Instant Cash
Insurance Premium Finance
Car Loan
IGA Loan
Personal Loans
Project financing
Salary Advance
Scheme Loan
School Fees Loan
Temporal overdrafts
Residential Mortgage Loan
Asset Based Finance

Company Services

The network also offers a wide range of products and services to: Corporates, SMEs, Organizations, Institutions and Professionals; some of which include:

Accounts

Business/Corporate Current Account
Embassy NGO Current Account
Negotiated Call Account
SME Current Account
School fees collection account
Wakili Current Account
Corporate Savings Accounts

Business Loans and

Overdrafts

Agribusiness Loan
Asset Finance
Commercial Mortgage Loan
Biashara Loan
Bills for Collection
Bridging Overdraft
Business Loan
Discounting Facility
Bank Syndication Facility
Commodity/Stock Finance
Commercial & Term Loans
Contract Financing
Credit Line
Guarantees (Bid Tender, Performance, Advance-Payment, Payment and retention)
Insurance Premium Finance
Interim Certificate
Discounting Invoice Discounting
Lease Financing
Letters of credit
LPO Financing
Overdrafts Project Financing
Contract Financing
SME Financing & Support Facilities
Bids Bonds, Guarantees)
Tax Loan
Term Loans
Working Capital Loan

Trade Finance

Bonds & Guarantees Discounting Facilities (Invoice, Certificate) FX/ Trade Import & Export Financing
Bank Syndication Facility Import & Export Documentary Collections
Import & Export Letters of Credit
Trade Import Loan

Trade Export Loan

Custodial, Forex & Treasury Services
Cash and Spot Transactions
Custodial Services
Currency swaps
Currency Forwards
Foreign Exchange
Forwards
FX Options
Spots
Safe custody

Other Products &

Services

Bancassurance
Cash management (payment solution, collection solution services, salary processing solution, tax and other statutory payments)
Transactional Banking Services



Rapport
d'activité

2020

Activity Report



Les taux d'accroissement de certains indicateurs de performance

Growth rates of some performance indicators



Dépôts
de la clientèle
Customer deposits

+ 29,9%

+ 20,8%

Prêts à la clientèle
Customer loans

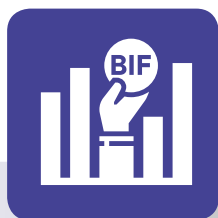


Nombre de comptes
Number of accounts

+ 3,4%

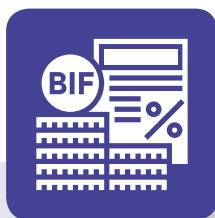
+ 35,6%

Total du bilan
Total balance sheet



Fonds Propres
Equity

+ 17,4%



+ 5,5%

Produit Net Bancaire
Net Operating Income



Résultat Net
Net Income

+ 8,8%

Le mot de la Direction Générale

L'exercice 2020 a été, pour la Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB), une occasion de poursuivre la mise en œuvre du Plan Stratégique 2019-2021 dont le but ultime est de renforcer la rentabilité de la Banque. L'objectif global était d'atteindre un niveau de rentabilité des capitaux propres (Return on equity ou ROE) supérieur à 20%. En 2020, un ROE de 24,6% a été atteint.

A la clôture de l'exercice 2020, la Banque affiche les taux d'accroissement ci-après pour les principaux indicateurs de performance :

- dépôts de la clientèle : 29,2%
- prêts à la clientèle : 19,0%
- total du bilan : 35,6%
- fonds propres : 17,4%
- produit net bancaire : 5,6%
- résultat net : 8,8%

Fidèle à sa politique de proximité, la BCB a réorganisé le réseau d'agences pour une meilleure prise en charge des équipes du réseau :

- la Région de Bujumbura regroupe les agences de Bujumbura et celle de Rugombo ;
- la Région de Gitega prend en charge les agences de Gitega, Ruyigi, Rutana, Gihofi, Makamba, Rumonge et Nyanza-Lac ;
- la Région de Ngozi regroupe les agences de Ngozi, Kayanza, Karusi, Muyinga et Kirundo ;
- le Centre d'Affaires et l'Agence Centrale dépendent directement du Directeur Commercial ;
- le guichet de Gihofi a été transformé en agence compte tenu de son potentiel toujours grandissant.

En vue d'améliorer les conditions d'accueil et de service de la clientèle, les bâtiments abritant les agences de Muyinga, Rumonge, Kirundo et Centre d'Affaires ont été renovés.

En outre, la poursuite de l'initiative de formation pour des jeunes universitaires sans expérience professionnelle à l'issue de laquelle 34 ont été engagés définitivement, a permis à la Banque de renforcer la qualité de service.

Pour l'exercice 2021, la poursuite de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2019-2021 restera au cœur de l'activité de la Banque à l'instar d'une boussole. Il va nous servir de guide pour l'amélioration continue de la qualité de service, le renforcement de la rentabilité et la diversification de l'offre-produits à la clientèle.

La rénovation d'agences se poursuivra également en vue d'améliorer l'environnement d'accueil et de service du réseau d'agences de la Banque.

Enfin, la Direction Générale remercie vivement la clientèle de la Banque pour sa loyauté, le Conseil d'Administration et l'ensemble du personnel pour leur dévouement, de même que les actionnaires pour leur soutien permanent et remarquable.

Camille OGOUEDJI

Directeur Général Adjoint
et Vice-Président du Comité de Direction

Tharcisse RUTUMO

Administrateur Directeur Général
et Président du Comité de Direction



Tharcisse RUTUMO

Administrateur Directeur
Général et Président
du Comité de Direction

*Managing Director
and Chairperson
of Executive Committee*

Comments from the General Management

The 2020 fiscal year was, for the Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB), an opportunity to continue implementing the 2019-2021 Strategic Plan, whose ultimate goal is to strengthen the Bank's profitability. The overall objective was to achieve a level of Return On Equity (ROE) above 20%. In 2020, an ROE of 24.6% was achieved.

At the close of the 2020 fiscal year, the Bank posts the following growth rates for the main performance indicators:

- Customer Deposits: 29.2%
- Customer Loans: 19.0%
- Total Balance Sheet: 35.6%
- Equity: 17.4%
- Net Banking Income: 5.6%
- Net Income: 8.8%

Loyal to its policy of proximity, the BCB has reorganized the branch network to better support the network's teams:

- the region of Bujumbura brings together the branches of Bujumbura and Rugombo;
- the Region of Gitega supports the branches of Gitega, Ruyigi, Rutana, Gihofi, Makamba, Rumonge and Nyanza-Lac;
- the region of Ngozi brings together the branches of Ngozi, Kayanza, Karusi, Muyinga and Kirundo;
- the Business Center and the Central Branch report directly to the Trading Manager;
- the Gihofi counter has been transformed into a branch given its ever-growing potential.

In order to improve customer reception and service conditions, the buildings housing the Muyinga, Rumonge, Kirundo and Business Center branches have been renovated.

In addition, the continuation of the training initiative for young academics without professional experience, at the end of which 34 were definitively hired, enabled the Bank to strengthen the quality of service.

For the 2021 fiscal year, the pursuance of the implementation of the 2019-2021 Strategic Plan will remain at the heart of the Bank's activity like a compass. It will serve as a guide for us to continuously improve the quality of service, strengthen profitability and diversify our product offering to customers.

The renovation of branches will also continue with a view to improving the reception and service environment of the Bank's branches network.

Finally, the General Management warmly thanks the Bank's customers for their loyalty, the Board of Directors and all the staff for their dedication, as well as the shareholders for their permanent and remarkable support.

Camille OGOUEDJI

Deputy General Manager
and Vice Chairperson of Executive Committee

Tharcisse RUTUMO

Managing Director
and Chairperson of Executive Committee



Camille OGOUEDJI

Directeur Général Adjoint
et Vice-Président
du Comité de Direction

*Deputy General Manager
and Vice Chairperson
of Executive Committee*

Produits disponibles à la BCB

Particuliers et professionnels

Comptes

- Compte Chèque
- Compte Chèque Etudiant
- Compte Monnaie étrangère
- Compte Courant

Épargne

- Bons de Caisse
- Carnet de dépôt
- Compte Épargne Mineur
- Compte Epargne Jeune
- Dépôt à Terme

Prêts

- Autorisation de Découvert (AUDEC)
- Prêt Collectif (PRECO)
- Prêt Équipement
- Prêt Individuel Logement (PRELO)

Prêt Collectif Logement (PRECO)»

Prêt Logement à terme (PRELOTE)

Prêt Scolarité « Tous à l'École »

Banque à distance

- BCB Muhira
- BOAweb

Monétique

- Carte SÉSAME
- Carte VISA Prépayée TOUCAN

Transferts & change

- Transfert par SWIFT
- Change Manuel
- Western Union




BCB MUHIRA

« Votre banque est désormais encore plus proche de vous que jamais grâce à votre téléphone mobile ! »

« Ibanki yanyu iguma irushirizaho kubegera ibicishije kuri telefoni ngendanwa yanyu ! »



Services offerts

- Virement de votre compte BCB vers votre compte EcoCash, avec possibilité de retrait chez un agent EcoCash.
- Virement de votre compte EcoCash (alimenté également par un dépôt chez un agent EcoCash) vers votre compte BCB.
- Demande de solde de vos comptes BCB et EcoCash.
- Demande de mini-relevé des 3 derniers mouvements comptabilisés sur votre compte BCB.

Ivyo mushobora gusaba

- Kurangika amafaranga avya kuri konte yanyu muri BCB akajya kuri konte EcoCash yanyu, mugashobora gucu muyatoru ku miserukizi wa EcoCash.
- Kurangika amafaranga avya kuri konte EcoCash yanyu (mushobora kuyishirako amafaranga mucye ku miserukizi wa EcoCash) akajya kuri konte yanyu yo muri BCB.
- Kuraba amafaranga ari kuri konte yanyu muri BCB canke EcoCash uko angana.
- Kuraba ivyerekeye amafaranga yinjye canke yashohotse, kuri konte yanyu yo muri BCB (bitatu vya nyuma mu vyumaze kuba nubandukira).

BCB, LE COMPAGNON SÛR POUR PROGRESSER **BCB, UMUGENZI KIRUMARA**

BCB membre du réseau  **BANK OF AFRICA**





Epargne et Crédit BCB : vos rêves deviennent réalité



BOAweb

Internet banking

Interface améliorée

Sécurité renforcée



Accès aux comptes et virements sécurisés par Internet







moving money for better

Besoin d'un transfert d'argent fiable ?

Western Union dans plus de 20 agences de la Banque de Crédit de Bujumbura

Tranquilité d'esprit !

Vos transferts d'argent en toute tranquillité

Produits disponibles à la BCB

Entreprises

Comptes

Compte Courant
Compte Monnaie étrangère

Placements

Dépôt à terme
Bon de caisse
Bons et obligations du trésor par Adjudication
Placement interbancaires
Compte Courant
Compte Devises
Avance sur DAT
Achat d'actions et/ou obligations

Banque à distance

Banque par Internet

Cash management

Collecte de fonds
Prélèvement de masse
Virement de masse

Financement

Avance
Découverts
Avance sur factures
Avance à Terme Fixe (ATF)
Crédit de Campagne
Crédit de Fonctionnement
Crédit d'investissement
Crédit à moyen terme
Crédit à long terme
Escompte de papier commercial
Facilités de Caisse et découvert
Prêt Equipement
Financement des stocks
Crédits de Production
Crédits commerciaux

Opération à l'international

Crédit documentaire
Remise documentaire
Escomptes documentaires

Lettre de crédit
Lettres de garantie
Virement & Transfert en devises
Transfert à l'international
Refinancement en devises
Achats et vente de devises
Garanties à l'international
Opérations d'importation
Opérations d'exportation
Remise documentaire Export
Remise documentaire Import

Cautions & Avals

Cautions provisoires
Cautions d'avance de démarrage,
Cautions de bonne fin,
Caution de retenue de garantie
Avals sur effets

Accessible 24h sur 24
et 7 jours sur 7

Accédez à votre argent à tout moment

BANQUE DE CREDIT
BCB
DE BUJUMBURA S.N.

BCB membre du réseau BANK OF AFRICA

La carte VISA Toucan vous facilite le paiement de vos consommations à l'étranger.



Compte Épargne **MINEUR**

Un avenir assuré
pour vos enfants!



BCB membre du réseau **BANK OF AFRICA**
BMCE GROUP



Compte Épargne **JEUNE**

Un avenir radieux
se construit petit à petit!



BCB membre du réseau **BANK OF AFRICA**
BMCE GROUP



Compte Chèque **ETUDIANT**

Votre avenir est
notre priorité!



BCB membre du réseau **BANK OF AFRICA**
BMCE GROUP



OFFRE SPÉCIALE ÉTUDIANT

- Compte Chèque Étudiant
- Carte SESAME
- Compte Épargne Jeune
- BOA Relevé
- BOAweb



BCB membre du réseau **BANK OF AFRICA**
BMCE GROUP

Faits marquants 2020 *Highlights 2020*

Février

Ouverture des bureaux de change dans les enceintes de l'Agence Centrale et de l'Agence du 1er Juillet

Juin

- Lancement de la campagne Tous à l'Ecole, Edition 2020

Août

- Réorganisation du réseau d'agences BCB : Agence Centrale, Centre d'Affaires, Région Bujumbura, Région Gitega et Région Ngozi

Septembre

- Engagement définitif de 34 nouveaux employés après un stage de 12 mois.

Novembre

- Lancement de la formation théorique et pratique pour la 3^e promotion d'apprentis, lauréats d'universités, sans expérience professionnelle, souhaitant apprendre le métier de Banque.

Décembre

- Décision de transformer l'ancien Guichet de Gihofi en Agence, devenant ainsi la 24^e agence du réseau BCB.

February

Opening of Exchange Bureau in the Central Branch and the 1^{er} Juillet Branch

June

- *Launch of «Tous à l'école» campaign, 2020 edition*

August

- *Reorganization of the BCB branches network: Central Branch, Business Center, Bujumbura Region, Gitega Region and Ngozi Region*

September

- *Final Commitment of 34 new employees after a 12-month internship program.*

November

- *Launch of theoretical and practical training for the 3rd promotion of apprentices, university graduates, without professional experience, wishing to learn the banking profession.*

December

- *Decision to transform the former Counter of Gihofi into a branch, thus becoming the 24th branch of the BCB network.*



Séance de formation pour la 3^e promotion de stagiaires

Chiffres-clés au 31 décembre 2020

Key figures on 31/12/2020

Montants en milliers BIF / Amounts in thousand BIF	2019	2020	Variation
Activité / Activity			
Dépôts clientèle * / <i>Customer Deposits</i> *	344 757 189	447 966 664	29,9%
Créances clientèle / <i>Customer loans</i> *	174 938 830	211 333 495	20,8%
Nombre d'agences en fin d'exercice / <i>Number of branches at the end of the fiscal year</i> *	23	23	0,0%
Structure			
Total bilan / <i>Total Assets</i> *	460 753 865	624 664 942	35,6%
Fonds propres (avant répartition) / <i>Shareholders' Equity (before distribution)</i> *	71 343 995	83 744 826	17,4%
Effectif en fin de période / <i>Average number of employees at the end of the fiscal year</i>	390	401	2,8%
Solvabilité / Solvency			
Tier 1 *	50 192 894	62 832 767	
Tier 2 *	3 678 573	3 905 359	
Risk Weighted Asset (RWA) *	278 373 000	305 036 384	
Tier 1 + Tier 2 / RWA (%)	19,4	21,9	
Compte de résultat / Income statement			
Produit Net Bancaire (PNB) / <i>Net Operating Income</i> *	43 348 011,0	45 747 431,0	5,5%
Frais généraux d'exploitation (y compris amortissement) / <i>Operating overheads</i> * (including depreciation)	24 182 164,0	25 632 907,0	6,0%
Résultat Brut d'Exploitation * / <i>Gross Operating Profit</i> *	19 165 847,0	20 114 524,0	4,9%
Coût du risque en montant (*) / <i>Risk cost in amount</i> *	1 383 852,0	262 634,0	-81%
Résultat Net * / <i>Net Income</i> *	17 017 596,0	18 520 039,0	8,8%
Coefficient d'exploitation (%) / <i>Operating ratio</i>	53,5	55,0	
Coût du risque (%) / <i>Risk cost</i>	0,8	-0,2	
Rentabilité des actifs (ROA en %) / <i>Return on Assets</i>	3,9	3,4	
Rentabilité des fonds propres (ROE en %) / <i>Return on Equity</i>	26,2	23,9	

Total bilan * / Total Assets *

624 664 942

(*) Montants en milliers BIF /
Amounts in thousand BIF

Engagements citoyens 2019

Au cours de l'exercice 2020, la Banque de Crédit de Bujumbura S.M (BCB) a poursuivi la mise en œuvre de sa responsabilité sociale dans les différents domaines (Culturel, sportif, socio-éducatif et économique) dans le but de renforcer son image citoyenne.

Social

La Banque a soutenu financièrement les événements, actions ou projets ci-dessous à hauteur de 66 millions BIF.

Dans le domaine culturel

- Soutien à l'écrivaine Jeanne d'Arc NDUWAYO pour la présentation de son roman « les Paillettes ».

Dans le domaine sportif

- Soutien à l'académie de football Aigle Noir .
- Soutien à la Fédération Burundaise de Football.

Dans le domaine socio-éducatif

- Soutien à la Conférence Internationale des Femmes Leaders (CIFL), 3^e édition.
- Appui aux activités relatives à l'organisation de la caravane du Flambeau de la Paix, édition 2020.
- Contribution aux activités de l'Université de Ngozi.
- Contribution aux activités de la chorale la Merveille.
- Soutien accordé aux activités de la province Cibitoke.
- Contribution à la célébration du centenaire de la ville de Ngozi.
- Contribution aux activités de la paroisse Mpinga Kayove.



Photo de famille
de l'équipe BCB en
visite à l'Université
de Ngozi

- Soutien accordé aux activités de la province Rumonge.
- Contribution aux activités du groupe des parents des séminaristes St Pie de Muyinga.
- Contribution aux activités de l'Association Solidarité MUBANGA.
- Soutien accordé aux activités de la Fondation UWIRAGIYE.
- Soutien accordé à un orphélinat



Photo de famille de l'équipe BCB en visite à l'Evêché de Ngozi

Économique

Le rôle primordial de la BCB, en tant que banque commerciale, est le financement des activités aussi bien des particuliers que des entreprises pour leur développement mais également pour le développement de l'économie nationale.

Ainsi, en 2020, la BCB a soutenu, à hauteur de 75 millions BIF, la reconstruction du marché de Kamenge ravagé par l'incendie, en octobre 2020.



Vue partielle du marché de Kamenge en reconstruction

Composition du Conseil d'Administration et du Capital

Board of Directors & Capital

Conseil d'Administration / Board of Directors

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'Administration était composé comme suit :

As of 31 December 2020, the Board of Directors comprised the following members:

Mme Rose KATARIHO, Président / *Chairperson*

M. Abderrazzak ZEBDANI, Vice-Président / *Deputy Chairperson*

M. Alain SIAENS

Mme Désiderate MISIGARO

M. Eddy-Michel NTIRENGANYA

M. Jean-Paul COUVREUR

M. Tharcisse RUTUMO

M. Henri LALOUX

M. Emmanuel NDAYIZIGA

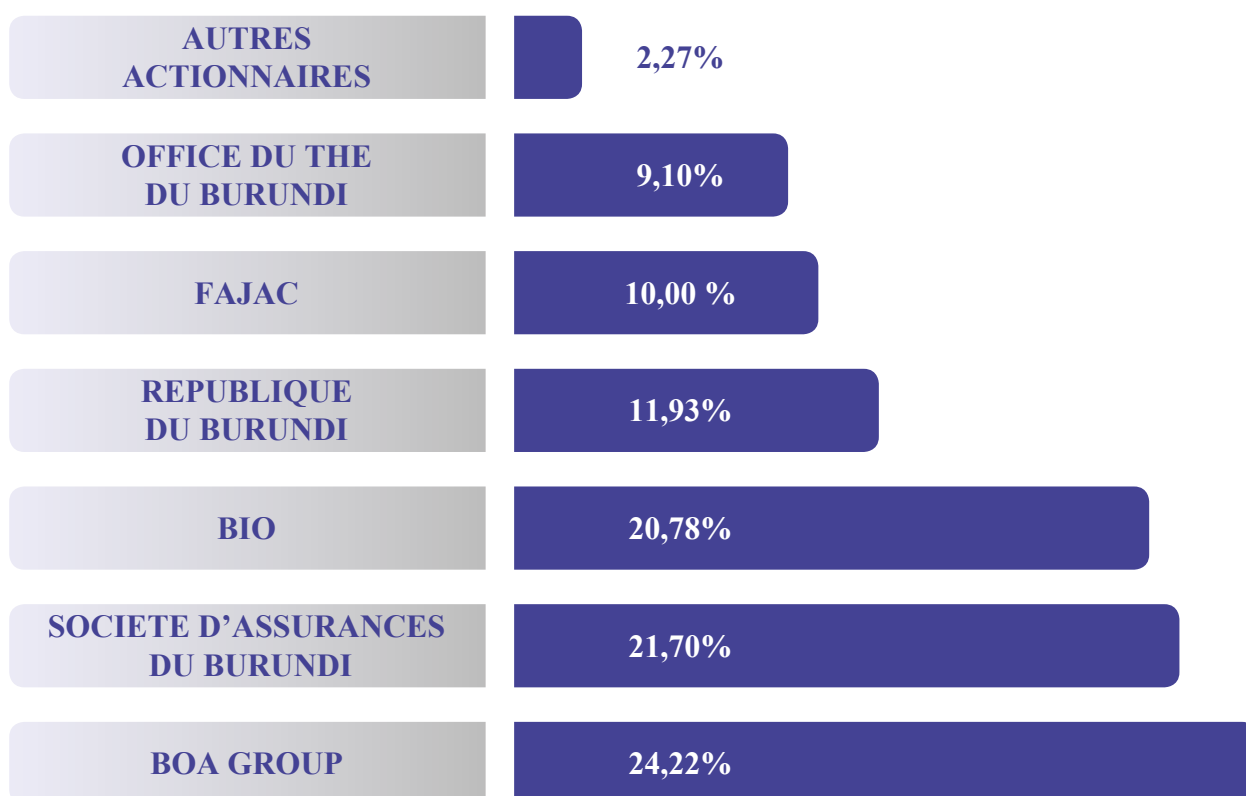
Mme Fatimatou Zahra Diop

M. Frédérique NIMUBONA

Capital

Au 31 décembre 2020, le capital social s'élève à 15.500.000.000 BIF

As of December 31, 2020, the share capital amounted to 15,500,000,000 BIF





Chiffres clés du Burundi en 2020

2020 Burundi key figures

Superficie (milliers de km ²) <i>Area (thousand km²)</i>	27.8
Nombre de provinces <i>Provinces</i>	18
Population (millions d'habitants) <i>Population (million inhabitants)</i>	11.9
PIB (USD milliards) <i>GDP (USD billions)</i>	3.3
PIB/HAB (USD) <i>GDP Per capita (USD)</i>	310
Monnaie <i>Currency</i>	BIF
Principaux produits d'exportation <i>Main export products</i>	Café & thé Coffee & Tea
Nombre de banques commerciales <i>Number of commercial banks</i>	12

Rapport du Conseil *Report by the Board*
d'Administration *of Directors*

Mot du Président du Conseil d'Administration

Comments from the Chairperson of the Board of Directors

Bien que marqué par la crise COVID-19, l'exercice 2020 a vu l'économie burundaise poursuivre sa reprise grâce, notamment, aux efforts déployés par les autorités financières du Burundi.

En le but de relancer l'activité économique dans les secteurs porteurs de croissance, de nouvelles orientations de la politique monétaire sont mises en oeuvre par la Banque Centrale en mettant à la disposition des établissements de crédit les refinancements de longue durée et aux taux d'intérêt réduits.

Au cours de l'exercice 2020, le secteur bancaire burundais s'est enrichi de deux nouvelles banques commerciales. Dans cet environnement de plus en plus concurrentiel, la BCB maintient son cap et met tout en oeuvre pour mieux se positionner et gagner de nouvelles parts de marché.

Dans les perspectives de l'exercice 2021, la Banque entend poursuivre et achever la mise en oeuvre de son plan stratégique en cours (2019-2021) et continuera également d'investir dans des projets lui permettant d'améliorer ses performances commerciales et financières.

Nous voudrions profiter de cette occasion pour remercier sincèrement notre clientèle pour sa fidélité, les Administrateurs, le Management et tout le personnel pour leur dévouement exceptionnel et nos actionnaires pour leur soutien permanent et remarquable.

Although marked by the COVID-19 crisis, the Burundian economy continued to recover in 2020, in particular, thanks to the efforts made by the Burundian financial authorities.

With the aim of reviving economic activity in growth sectors, the Central Bank has implemented new monetary policy guidelines by making long-term refinancing available to credit institutions at reduced interest rates.

During the 2020 fiscal year, the Burundian banking sector was enriched by two new commercial banks. In this increasingly competitive environment, the BCB is doing its utmost to better position itself and win new market shares.

Looking ahead to 2021, the Bank intends to continue and complete the implementation of its current strategic plan (2019-2021) and will also continue to invest in projects leading to the improvement of its commercial and financial performance.

We would like to take this opportunity to sincerely thank our customers for their loyalty, the Directors, Management and all staff for their outstanding dedication and our shareholders for their continued and outstanding support.

Rose KATARIHO

Président du Conseil d'Administration
Chairperson of the Board of Directors



Rose KATARIHO

Président
du Conseil
d'Administration

*Chairperson of the
Board of Directors*

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES - EXERCICE 2020

I. Le cadre politique, économique et financier de l'exercice 2020

L'exercice 2020 a été marqué par plusieurs événements qui ont eu un impact significatif sur la situation économique du Burundi : la crise COVID-19, les élections générales, le regain d'intérêt dans la Coopération Internationale notamment entre le Burundi et l'Union Européenne, le retrait du Burundi sur l'Agenda du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ...

Bien que la reprise économique amorcée au cours de l'année précédente ait été freinée par la crise COVID, elle s'est poursuivie grâce notamment aux efforts multiformes des autorités financières du Burundi.

En effet, la Banque de la République du Burundi a initié de nouvelles orientations de la politique monétaire visant à promouvoir les exportations, la substitution aux importations et les chaînes de valeur à travers le financement des secteurs porteurs de croissance : l'agriculture et l'élevage, l'industrie, l'hôtellerie, le tourisme, les infrastructures et logements sociaux. ¹

Pour l'exercice 2020/2021, le budget général de la République du Burundi voté montre que les ressources s'élèvent à 1.422,8 milliards BIF contre 1.327,1 milliards BIF de l'exercice précédent (accroissement de 7,2%) et que les dépenses sont de l'ordre de 1.576,0 milliards BIF contre 1.516,4 milliards BIF de l'exercice précédent (accroissement de 3,9%). Le déficit budgétaire a été financé, à 91%, par l'endettement intérieur.²

La moyenne annuelle du taux d'inflation est passée de -0,8% à fin 2019 à 7,5% à fin 2020 soit une variation de 8,3 points ³ ; alors que le franc burundais s'est déprécié par rapport au dollar américain et à la monnaie européenne (euro) respectivement de 5,5% et de 5,9%. ⁴

Sur le plan législatif, des lois favorables à la reprise économique ont été votées et promulguées tel que le montre la liste annexée au présent rapport. ⁵

En outre, un protocole d'accord portant sur le projet d'appui au développement durable des chaînes de valeurs de l'agriculture et l'élevage au Burundi (PADCAE-B) a été signé entre la République du Burundi et la BAD sous forme de don pour un montant global de 15 000 000 Unités de Compte [...]. La mise en œuvre des activités y relatives s'étalera sur une durée de 5 ans et portera sur quatre composantes :

- (a) aménagement et gestion intégrée des terroirs, restauration et sécurisation foncière ;
- (b) amélioration de la productivité résiliente au changement climatique et appui à la nutrition ;
- (c) appui institutionnelle et renforcement des capacités à l'entrepreneuriat agricole ;
- (d) et coordination et gestion du projet. ⁶

Enfin, il convient de signaler que le secteur bancaire burundais a vu la naissance de deux nouvelles banques commerciales à savoir la Banque d'Investissement pour les Jeunes (BIJE) inaugurée en avril 2020 et la Banque Communautaire et Agricole du Burundi (BCAB) inaugurée en septembre 2020. Désormais, le secteur bancaire burundais compte 12 banques commerciales.

¹ Rapport du Comité de Politique Monétaire du Deuxième Trimestre 2020, Novembre 2020, p.30

² <http://finances.gov.bi/sites/default/files/Budget/fixation%20du%20budget%20general%202019-2020.PDF>

³ Indice des Prix à la Consommation des ménages au Burundi Mois de Décembre 2020, Janvier 2021, p.2

⁴ Cours de change de la BCB, exercice 2020.

⁵ <https://assemblee.bi/spip.php?article2170>

⁶ <https://finances.gov.bi/?q=content/signature-du-protocole-d%E2%80%99accord-entre-la-r%C3%A9publique-du-burundi-et-la-bad>

II. Actionnariat de la Banque

Au cours de l'exercice 2020, deux faits majeurs ont poussé à la modification de l'actionnariat de la Banque

1. Cession des actions de Degroof Equity S.A.

Jusqu'en 2020, l'actionnaire Degroof Equity S.A. détenait 17,37% du capital social de la Banque. Au cours de cette année, les actions détenues par cet actionnaire ont été cédées à trois sociétés différentes à savoir FAJAC, BOA Group et BIO selon la répartition ci-après : 10% pour FAJAC, 3,97% pour BOA Group et 3,4% pour BIO. Ainsi, la part de BOA Group dans le capital social est passée de 20,25% à 24,22% tandis que celle de BIO est passée de 17,38% à 20,78%.

2. Cession des actions de Complexe Textile du Burundi

Les actions de l'actionnaire Complexe Textile du Burundi dont la part dans le capital social de la Banque était de 1,28%, ont été cédées à l'actionnaire République du Burundi dont la part était de 10,65%. Ainsi, la part de ce dernier est passée à 11,93%.

III. Gouvernance de la Banque

Au niveau de la Gouvernance de la Banque, l'exercice 2020 a été marqué par les points saillants ci-après :

1. La nomination de Madame Zahra Diop FATIMATOU et Monsieur Frédéric NIMUBONA, par l'Assemblée Générale des Actionnaires, en qualité d'Administrateurs indépendants ;
2. L'élection de Monsieur Emmanuel NDAYIZIGA par l'Assemblée Générale des Actionnaires comme Administrateur représentant l'actionnaire OTB ;
3. Le renouvellement, par l'Assemblée Générale des Actionnaires, des mandats d'Administrateurs pour :
 - a. Madame Carole MAMAN et Monsieur Henri LALOUX, mandataires de l'actionnaire BIO ;
 - b. Monsieur Abderrazzak ZEBDANI, mandataire de l'actionnaire BOA Group ;
 - c. Messieurs Alain SIAENS et Jean-Paul COUVREUR, mandataires de l'actionnaire Degroof Equity S.A. ;
 - d. Monsieur Tharcisse RUTUMO, mandataire de l'actionnaire République du Burundi.
4. La démission de Mme Carole Maman en tant qu'Administrateur représentant l'actionnaire BIO ;
5. Les Administrateurs Alain SIAENS et Jean-Paul COUVREUR deviennent mandataires du nouvel actionnaire FAJAC.

IV. Activités commerciales

L'exercice 2020 a été essentiellement caractérisé par les éléments décrits dans les paragraphes qui suivent.

1. En vue de diversifier la gamme de produits offerts à la clientèle et élargir sa base clientèle, la Banque a conçu de nouveaux produits à savoir le compte chèque étudiant, le compte épargne jeune et le compte épargne mineur.
2. En outre, pour répondre à la décision de la Banque Centrale à propos des bureaux de change qui ne pouvaient plus fonctionner qu'au sein des banques commerciales, la Banque a ouvert deux bureaux de change, l'un à l'Agence Centrale et l'autre à l'Agence du 1er Juillet.
3. Dans le cadre de sa politique de proximité et pour une meilleure prise en charge des équipes, la Banque a pris la décision de réorganiser le réseau d'agences en 3 régions :
 - a. la Région de Bujumbura regroupant les agences de Bujumbura et celle de Rugombo ;
 - b. la Région de Gitega regroupant les agences de Gitega, Ruyigi, Rutana, Gihofi, Makamba, Rumonge et Nyanza-Lac ;

c. la Région de Ngozi regroupant les agences de Ngozi, Kayanza, Karusi, Muyinga et Kirundo.

Le Centre d’Affaires et l’Agence Centrale dépendent directement du Directeur Commercial.

C’est également au cours de l’exercice 2020 que la Direction Générale a pris la décision de transformer l’ancien guichet de Gihofi en une agence parce que les perspectives d’avenir s’annoncent prometteuses.

4. Bien plus, dans le but de remplacer les départs et pour mieux servir sa clientèle, la Banque a engagé 34 nouveaux employés après un stage de 12 mois au cours duquel ils ont bénéficié d’une formation théorique et pratique très consistante.
5. Par ailleurs, pour mieux gérer les risques opérationnels de la Banque pour un meilleur service à la clientèle, la Direction Générale a mis en route le chantier de rédaction et de mise à jour des procédures pour qu’elles soient en conformité avec le nouveau système d’exploitation bancaire à savoir IGOR.
6. Dans la poursuite de la politique de motivation des équipes commerciales et de renforcement de l’esprit d’émulation, les meilleures agences sur le plan de la réalisation des objectifs lors des campagnes commerciales, en interne ou au sein du réseau BOA, ont été primées.
7. Enfin, la Banque a organisé des « rencontres avec la clientèle » à Bujumbura, Gitega, Ngozi et Rutana dans le but de la fidéliser et rester à son écoute. La Direction de la Banque en a profité pour présenter notamment les produits en attente de lancement, les secteurs porteurs de croissance que la Banque Centrale est prête à refinancer, le contrôle des importations par l’OBR, etc.

V. Bilan et résultat de l’exercice 2020

V.1. Bilan

A la clôture de l’exercice 2020, le total du bilan de la Banque s’établit à 624,7 milliards BIF contre 460,8 milliards BIF à fin 2019, soit une variation positive de 35,6%. La raison essentielle de cet accroissement est l’augmentation des dépôts (+90 Mds BIF) et l’emprunt auprès de BOA Mer Rouge ayant pour contrepartie un montant de 49 Mds BIF.

Les prêts nets à la clientèle sont passés à 214,9 milliards BIF contre 180,6 milliards BIF à fin 2019, soit un accroissement de 19,0%.

Quant aux dépôts de la clientèle, ils s’établissent à 446,7 milliards BIF contre à 345,7 milliards BIF à fin 2019, soit une variation de 29,2%. Parmi ces dépôts, la part en devises étrangères est de 15,4% soit 69,0 milliards BIF, une proportion largement supérieure à celle de l’année précédente qui était de 9,8%.

V.2. Compte de résultat

Le Produit Net Bancaire, à fin 2020, s’établit à 45,8 milliards BIF alors qu’il s’élevait à 43,4 milliards BIF à fin 2019, soit un accroissement de 5,6 %. Cette performance a été réalisée essentiellement grâce à la marge bancaire nette et aux commissions ayant progressé respectivement de 8,1% et de 5,8% par rapport à fin 2019.

Concernant les charges générales d’exploitation, elles s’élèvent à 25,2 milliards BIF alors qu’elles s’établissaient à 23,2 milliards BIF à la fin de l’année précédente, marquant ainsi un accroissement de 8,5 %.

Quant au coefficient d’exploitation, il s’établit à 55,0% à fin 2020 contre 53,5% à la fin de l’année précédente.

Enfin, le résultat net s’élève à 18.520.038.721 BIF contre 17.017.595.210 BIF réalisé au cours de l’exercice précédent soit un accroissement de 8,8%. En y ajoutant le report à nouveau de l’exercice antérieur de 5.240.757 BIF, le résultat à affecter s’établit à 18.525.279.478 BIF.



Quelques photos du cocktail clientèle organisé à Bujumbura en décembre 2020

VI. Bilan social

Au cours de l'exercice 2020, la politique de formation et de renforcement des capacités des ressources humaines dans des domaines variés a été poursuivie, en vue de répondre aux besoins de la Banque et aux exigences de l'environnement de travail qui devient de plus en plus concurrentiel et exigeant.

Ainsi, au cours du 2^e semestre de l'année 2020, la Banque a procédé au recrutement et à la formation de la 3^e promotion d'apprentis diplômés universitaires sans « expérience professionnelle désirant apprendre le métier de la Banque ». Notons que, à l'instar des aînés de la 1^{re} promotion de l'année précédente, ceux de la 2^e promotion (au nombre de 34) ont été tous engagés comme employés de la Banque avec un contrat à durée indéterminée.

De même, diverses formations ont été organisées à l'attention de tout le personnel en vue de l'adapter à l'environnement de travail qui ne cesse de changer.

En outre, au cours de l'année 2020, les organes sociaux de la Banque (Conseil d'Entreprise et autres comités internes à la Banque) ont continué à fonctionner normalement.

Enfin, la Banque a poursuivi sa politique d'épanouissement du personnel notamment à travers l'organisation des séminaires dans un cadre convivial.

VII. Perspectives 2021

Au cours de l'exercice 2021, la Banque poursuivra la mise en œuvre du Plan Triennal de Développement pour la période 2019-2021 (PTD 2019-2021).

L'amélioration de la qualité de service, le renforcement de la rentabilité, la diversification des produits offerts à la clientèle notamment la banque digitale (GAB, internet banking, mobile banking, ...), les produits d'épargne et les transferts rapides.... resteront au cœur de l'activité de la Banque.

Enfin, dans sa politique de proximité et d'amélioration des conditions d'accueil de la clientèle, la Banque poursuivra les travaux de réaménagement de certaines agences notamment celles de Gitega, Ngozi, Rugombo, Makamba, Rutana et Gihofi.



*Photo de famille des
apprentis de la 3^e
promotion de stagiaires*

Annexe :

Lois votées et promulguées qui sont favorables à la reprise économique du Burundi

1. Loi n°1/01 du 04 février 2020 portant ratification, par la République du Burundi, de l'Accord de Don n° D514-BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement (IDA) au sujet du Financement du Projet relatif à la petite enfance et la maîtrise démographique « Nkuriza », signé à Bujumbura le 19 Septembre 2019.
2. Loi n°1/03 du 19 février 2020 portant ratification, par la République du Burundi, de l'Accord de Ligne de Financement entre la République du Burundi et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) relatif au Financement d'opérations d'importation des biens en provenance des pays arabes, signé à Washington le 18 octobre 2019.
3. Loi n°1/08 du 24 avril 2020 portant ratification, par la République du Burundi, de l'accord révisé portant création du Fonds de Solidarité Africain, signé à Niamey au Niger le 29 décembre 2008 ;
4. Loi n°1/09 du 24 avril 2020 portant ratification, par la République du Burundi, de l'Accord de Prêt Additionnel entre la République du Burundi et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) relatif au Projet de Réhabilitation de la Route Multinationale Burundi-Rwanda; tronçon 1: Bujumbura-Nyamitanga : "Doublement du tronçon du rond-point Chanic à l'aéroport International Melchior Ndadaye de Bujumbura", signé à Washington le 12 avril 2019 ;
5. Loi n°1/10 du 24 avril 2020 portant ratification, par la République du Burundi, de l'Accord de Prêt Additionnel de Financement n°13/758 entre la République du Burundi et le Fonds Saoudien de Développement (FSD) relatif au Projet de Réhabilitation de la Route Multinationale Burundi-Rwanda ; tronçon1 : Bujumbura-Nyamitanga : "Doublement du tronçon du rond-point Chanic à l'aéroport International Melchior Ndadaye de Bujumbura", signé à Bujumbura le 17 décembre 2019;
6. Loi n°1/02 du 30 juin 2020 portant ratification, par la République du Burundi, de l'Accord pour l'élimination de la double imposition et la prévention de l'évasion fiscale en matière de l'impôt sur les revenus entre les gouvernements de la République du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda et de la République Unie de Tanzanie ;
7. Loi n°1/03 du 30 juin 2020 portant ratification, par la République du Burundi, de l'Accord de Don n°D5670 d'un montant de cent millions de dollars américains (100.000.000,00 USD) entre la République du Burundi et la Banque Mondiale/Association Internationale de Développement, relatif au Financement du Projet "Energie Solaire (Soleil-Nyakiriza) dans les communautés rurales au Burundi", signé à Bujumbura, en date du 05 mars 2020 ;
8. Loi n°1/04 du 30 juin 2020 portant ratification, par la République du Burundi, de l'Accord de Don n°D5620 pour le Projet de Développement Communautaire intégré au Burundi (PRODECITURI KUMWE), signé à Bujumbura, en date du 05 mars 2020 d'un montant de 43.400.000 DTS entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement ;
9. Loi n°1/01 du 30 juin 2020 portant ratification, par la République du Burundi, de l'Accord de Financement n° IDA D616-BDI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement en faveur du Projet de Préparation et de Riposte à la COVID-19 au Burundi, signé à Bujumbura, le 14 avril 2020 ;
10. Loi n°1/08 du 29 octobre 2020 régissant l'autorité de la régulation du Marché des Capitaux du Burundi.

(Source : <https://assemblee.bi/spip.php?article2170>)

REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS

to the ordinary shareholders' General Meeting - 2020 fiscal year

I. The political, economic and financial framework for the fiscal year 2020

The 2020 fiscal year was marked by several events which had a significant impact on the economic situation of Burundi: the COVID-19 crisis, the general elections, the renewed interest in International Cooperation, particularly between Burundi and the European Union, the withdrawal of Burundi on the Agenda of the United Nations Security Council

Although the economic recovery that began in the previous year was hampered by the COVID crisis, it continued in particular to the multifaceted efforts of the financial authorities in Burundi.

Indeed, the Bank of the Republic of Burundi has initiated new monetary policy orientations aimed at promoting exports, import substitution and value chains through the financing of growth-promoting sectors: agriculture and livestock, industry, hotels, tourism, infrastructure and social housing.¹

For the 2020/2021 fiscal year, the voted general budget of the Republic of Burundi shows that the resources amount to BIF 1,422.8 billion against BIF 1,327.1 billion for the previous year (increase of 7.2%) and that the expenditure is BIF 1,576.0 billion against BIF 1,516.4 billion for the previous year (increase of 3.9%). The budget deficit was financed, at 91%, by domestic debt.²

The annual average inflation rate rose from -0.8% at the end of 2019 to 7.5% at the end of 2020, ie a variation of 8.3 points³; while the Burundi franc depreciated against the US dollar and the European currency (euro) respectively by 5.5% and 5.9%⁴.

At the legislative level, laws favorable to economic recovery have been passed and promulgated as shown in the list appended to this report.⁵

In addition, a memorandum of understanding on the project to support the sustainable development of agricultural and livestock value chains in Burundi (PADCAE-B) was signed between the Republic of Burundi and the ADB in the form of donation for a total amount of 15,000,000 Units of Account [...].

The implementation of related activities will be spread over a period of 5 years and will focus on four components:

- (a) development and integrated management of land, restoration and land security;
- (b) improved productivity resilient to climate change and support for nutrition;
- (c) institutional support and capacity building for agricultural entrepreneurship;
- (d) and project coordination and management⁶

Finally, it should be noted that the Burundian banking sector got two new commercial banks namely the Youth Investment Bank (BIJE) inaugurated in April 2020 and the Community and Agricultural Bank of Burundi (BCAB) inaugurated in September 2020.

Thus, the Burundi's banking sector now has 12 commercial banks.

1 Rapport du Comité de Politique Monétaire du Deuxième Trimestre 2020, Novembre 2020, p.30

2 <http://finances.gov.bi/sites/default/files/Budget/fixation%20du%20budget%20general%202019-2020.PDF>

3 Indice des Prix à la Consommation des ménages au Burundi Mois de Décembre 2020, Janvier 2021, p.2

4 Cours de change de la BCB, exercice 2020.

5 <https://assemblee.bi/spip.php?article2170>

6 <https://finances.gov.bi/?q=content/signature-du-protocole-d%E2%80%99accord-entre-la-r%C3%A9publique-du-burundi-et-la-bad>

II. Bank shareholding

During the 2020 fiscal year, two major facts prompted the change in the Bank's shareholding structure

1. Sale of the shares of Degroof Equity S.A.

Until 2020, the shareholder Degroof Equity S.A. held 17.37% of the Bank's share capital. During this year, the shares held by this shareholder were sold to three different companies namely FAJAC, BOA Group and BIO according to the following breakdown: 10% for FAJAC, 3.97% for BOA Group and 3.4 % for BIO. Thus, BOA Group's share in the share capital rose from 20.25% to 24.22% while that of BIO rose from 17.38% to 20.78%.

2. Sale of the shares of Complexe Textile du Burundi

The shares of the shareholder Complexe Textile du Burundi, whose share in the Bank's share capital was 1.28%, were sold to the shareholder Republic of Burundi, whose share was 10.65%. Thus, the latter's share rose to 11.93%

III. Bank governance

In terms of Bank Governance, the 2020 fiscal year was marked by the following salient points:

1. The appointment of Ms. Zahra Diop FATIMATOU and Mr. Frédéric NIMUBONA, by the General Meeting of Shareholders, as independent Directors;
2. The election of Mr. Emmanuel NDAYIZIGA by the General Meeting of Shareholders as Director representing the OTB shareholder;
3. The renewal, by the General Meeting of Shareholders, of the terms of office of Directors for:
 - a. Mrs. Carole MAMAN and Mr. Henri LALOUX, agents of the shareholder BIO;
 - b. Mr. Abderrazzak ZEBDANI, agent of the BOA Group shareholder;
 - c. Messrs Alain SIAENS and Jean-Paul COUVREUR, agents of the shareholder Degroof Equity S.A.;
 - d. Mr. Tharcisse RUTUMO, representative of the shareholder Republic of Burundi.
4. The resignation of Ms. Carole Maman as Director representing the BIO shareholder;
5. The Directors Alain SIAENS and Jean-Paul COUVREUR become agents of the new shareholder FAJAC.

IV. Commercial activities

The 2020 fiscal year was mainly characterized by the elements described in the following paragraphs.

1. With a view to diversifying the range of products offered to its customers and expanding its customer base, the Bank has designed new products, namely the student checking account, the youth savings account and the minor savings account.
2. In addition, to respond to the decision of the Central Bank about exchange bureaux which could only function within commercial banks, the Bank opened two exchange bureaux, one at the Central Agency and the other at the July 1 Agency.
3. As part of its proximity policy and for better support for teams, the Bank has decided to reorganize the branch network into 3 regions:
 - a. the region of Bujumbura bringing together the agencies of Bujumbura and that of Rugombo;
 - b. the Region of Gitega bringing together the agencies of Gitega, Ruyigi, Rutana, Gihofi, Makamba, Rumonge and Nyanza-Lac;

c. the region of Ngozi bringing together the agencies of Ngozi, Kayanza, Karusi, Muyinga and Kirundo.

The Business Center and the Central Agency report directly to the Trading Manager.

It was also during fiscal year 2020 that the General Management took the decision to transform the former Gihofi counter into an agency because the future prospects are promising.

4. Furthermore, in order to replace departures and to better serve its customers, the Bank hired 34 new employees after a 12-month internship during which they received very consistent theoretical and practical training.
5. In addition, to better manage the Bank's operational risks for better customer service, the General Management has started the work of drafting and updating procedures so that they are in conformity with the new banking operating system namely IGOR.
6. In pursuit of the policy of motivating sales teams and strengthening the spirit of emulation, the best agencies in terms of achieving objectives during sales campaigns, internally or within the BOA network, have been awarded.
7. Finally, the Bank organized "meetings with the customers" in Bujumbura, Gitega, Ngozi and Rutana with the aim of building loyalty and listening to them.

The Bank's management took the opportunity to present the products awaiting launch, the growth-promoting sectors that the Central Bank is ready to refinance, the control of imports by OBR, etc.

V. Balance sheet and result for year 2020

V.1. Balance sheet

At the close of fiscal year 2020, the Bank's balance sheet total stood at BIF 624.7 billion against BIF 460.8 billion at the end of 2019, a positive change of 35.6%. The main reason for this increase is the increase in deposits (+90 billion BIF) and the loan from BOA Mer Rouge for an amount of 49 billion BIF.

Net loans to customers rose to 214.9 billion BIF against 180.6 billion BIF at the end of 2019, an increase of 19.0%.

As for customer deposits, they stood at BIF 446.7 billion against BIF 345.7 billion at the end of 2019, a variation of 29.2%.

Among these deposits, the share in foreign currencies is 15.4% or 69.0 billion BIF, a proportion much higher than that of the previous year which was 9.8%.

V.2. Income statement

Net Banking Income, at the end of 2020, stood at BIF 45.8 billion while it stood at BIF 43.4 billion at the end of 2019, an increase of 5.6%. This performance was achieved mainly thanks to the net banking margin and commissions which increased by 8.1% and 5.8% respectively compared to the end of 2019.

Regarding general operating expenses, they amounted to BIF 25.2 billion, compared to BIF 23.2 billion at the end of the previous year, thus marking an increase of 8.5%. As for the cost / income ratio, it stood at 55.0% at the end of 2020 against 53.5% at the end of the previous year.

Finally, the net result amounts to 18,520,038,721 BIF against 17,017,595,210 BIF achieved during the previous fiscal year, ie an increase of 8.8%. Adding to this the retained earnings from the previous fiscal year of BIF 5,240,757, the result to be appropriated amounts to BIF 18,525,279,478.

VI. Social report

During fiscal year 2020, the policy of training and building human resources capacities in various fields was pursued, with a view to meeting the Bank's needs and the demands of the working environment, which is becoming increasingly in addition to competitive and demanding.

Thus, during the second semester of 2020, the Bank recruited and trained the third promotion of university graduate apprentices without «professional experience wishing to learn the banking profession». It should be noted that, like the elders of the 1st promotion of the previous year, those of the 2nd promotion (numbering 34) were all hired as Bank employees with an indefinite contract. Likewise, various training sessions have been organized for all staff in order to adapt to the constantly changing work environment.

In addition, during 2020, the Bank's corporate bodies (Works Council and other internal Bank committees) continued to function normally. Finally, the Bank has continued its policy of staff development, particularly through the organization of seminars in a friendly environment.

VII. Outlook 2021

During the fiscal year 2021, the Bank will continue to implement the Three-Year Development Plan for the period 2019-2021 (PTD 2019-2021).

Improving the quality of service, strengthening profitability, diversifying the products offered to customers, particularly digital banking (ATMs, internet banking, mobile banking, etc.), savings products and rapid transfers, ... will remain at the heart of the Bank's activity.

Finally, in its policy of proximity and improvement of customer reception conditions, the Bank will continue the redevelopment work of certain branches, in particular those of Gitega, Ngozi, Rugombo, Makamba, Rutana and Gihofi.



Photo de famille de l'Equipe ayant travaillé sur la mise à jour des procédures de la Direction Commerciale.

Annex:
**Laws passed and promulgated that are favorable to
Burundi's economic recovery**

1. Law n° 1/01 of February 4, 2020 on the ratification, by the Republic of Burundi, of the Grant Agreement n° D514-BI between the Republic of Burundi and the International Development Association (IDA) concerning the Funding of the Early Childhood and Demographic Mastery Project "Nkuriza", signed in Bujumbura on September 19, 2019.
2. Law n° 1/03 of February 19, 2020 on the ratification, by the Republic of Burundi, of the Financing Line Agreement between the Republic of Burundi and the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA) relating to Financing of import operations for goods from Arab countries, signed in Washington on October 18, 2019.
3. Law n° 1/08 of April 24, 2020 ratifying, by the Republic of Burundi, the revised agreement establishing the African Solidarity Fund, signed in Niamey, Niger on December 29, 2008;
4. Law n° 1/09 of April 24, 2020 on the ratification by the Republic of Burundi of the Additional Loan Agreement between the Republic of Burundi and the Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA) relating to the Project of Rehabilitation of the Burundi-Rwanda Multinational Road; Section 1: Bujumbura-Nyamitanga: «Doubling of the section of the Chanic roundabout at Melchior Ndadaye International Airport in Bujumbura», signed in Washington on April 12, 2019;
5. Law n° 1/10 of April 24, 2020 on the ratification, by the Republic of Burundi, of the Additional Financing Loan Agreement n° 13/758 between the Republic of Burundi and the Saudi Development Fund (FSD) relating to the Burundi-Rwanda Multinational Road Rehabilitation Project; Section 1: Bujumbura-Nyamitanga: «Doubling of the section of the Chanic roundabout at Melchior Ndadaye International Airport in Bujumbura», signed in Bujumbura on December 17, 2019;
6. Law n° 1/02 of June 30, 2020 on the ratification, by the Republic of Burundi, of the Agreement for the elimination of double taxation and the prevention of tax evasion with regard to income tax between the governments of the Republic of Burundi, Kenya, Uganda, Rwanda and the United Republic of Tanzania;
7. Law n° 1/03 of June 30, 2020 on the ratification, by the Republic of Burundi, of Grant Agreement n° D5670 in the amount of one hundred million US dollars (100,000,000.00 USD) between the Republic of Burundi and the World Bank / International Development Association, relating to the Financing of the «Solar Energy (Soleil-Nyakiriza) Project in Rural Communities in Burundi», signed in Bujumbura, on March 05, 2020;
8. Law n° 1/04 of June 30, 2020 on the ratification, by the Republic of Burundi, of Grant Agreement n° D5620 for the Integrated Community Development Project in Burundi (PRODECI-TURI KUMWE), signed in Bujumbura, dated March 05, 2020 in the amount of 43,400,000 SDR between the Republic of Burundi and the International Development Association;
9. Law n° 1/01 of June 30, 2020 on the ratification, by the Republic of Burundi, of the Financing Agreement n° IDA D616-BDI between the Republic of Burundi and the International Development Association in favor of the Preparation and Response to COVID-19 in Burundi, signed in Bujumbura, April 14, 2020;
10. Law n° 1/08 of October 29, 2020 governing the regulatory authority of the Burundi Capital Market.

(Source : <https://assemblee.bi/spip.php?article2170>)

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS

Rapport Général du Commissaire aux Comptes aux actionnaires de la BCB

Conformément aux dispositions légales et réglementaires et spécialement la Loi n°1/09 du 30 mai 2011 portant code des sociétés privées et à participation publique en son article 141, nous avons procédé aux vérifications requises sur les comptes de la BCB S.M. au 31 décembre 2020. Nous réaffirmons notre indépendance par rapport à la BCB, ainsi qu'aux responsables de son Management, tel que cela est requis par la Circulaire n°16/18 relative à l'agrément et à l'exercice de la fonction de Commissaires aux Comptes dans les établissements de crédit, et par le code de déontologie des Commissaires aux Comptes.

Ces informations sont de la responsabilités de la Direction de la Banque.

Responsabilité des Administrateurs et de la Direction de la BCB S.M. dans l'établissement et la présentation des états financiers.

Les Administrateurs sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, conformément aux normes comptables applicables aux banques et établissements financiers en République du Burundi. Ils ont l'obligation de mettre en place un système de contrôle interne adéquat et efficace, qui permet la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité du Commissaire aux Comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Cet audit a été réalisé selon les normes de l'IFAC. Les normes ISA requièrent la mise en œuvre des diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers de la BCB S.M. présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, l'état de sa situation financière au 31 décembre 2020, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres ainsi que l'état des flux de trésorerie pour la période close à cette date, conformément aux normes comptables applicables aux banques et établissements financiers en République du Burundi.

Les caractéristiques des états financiers sont les suivantes :

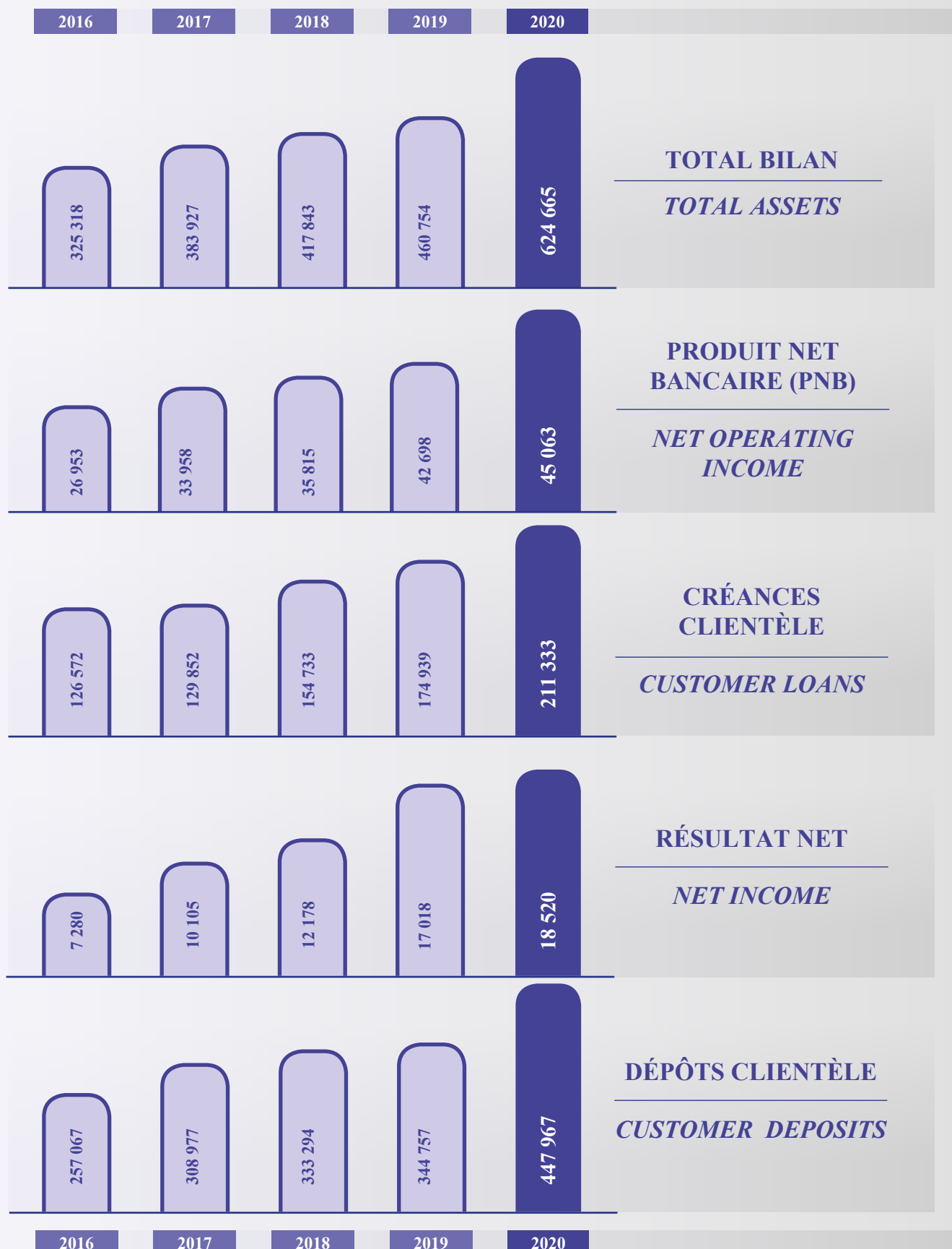
	31/12/2019	31/12/2019
Totaux du bilan (en milliers BIF)	460 753 864	624 664 942
Résultats (en milliers BIF)	17 017 595	18 520 039
Capitaux propres (en milliers BIF)	71 343 995	83 744 826

Bujumbura, le 19 février 2021

FIDASCO INTERNATIONAL

Chiffres-clés sur les cinq derniers exercices

Key figures for the five last financial years





Bilan
Compte de résultat
Résolutions

Balance Sheet
Income statement
Resolutions

Bilan comparé des deux derniers exercices

Balance sheet for the last two fiscal years

Montants en milliers BIF / Amounts in thousand BIF	31/12/2020	31/12/2019
ACTIFS		
Caisses et Banque Centrale (BRB) <i>Cash and Bank of the Republic of Burundi (BRB)</i>	53 234 194	43 528 167
Autres actifs financiers / <i>Other financial assets</i>	41 053 908	28 612 290
Instruments dérivés de couverture / <i>Hedging derivative instruments</i>	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente / <i>available-for-sale financial assets</i>	-	-
Prêts et créances sur les banques et assimilées / <i>Banks and similar Loans</i>	13 468 066	13 905 290
Prêts et créances sur la clientèle / <i>Customer loans</i>	211 333 495	174 938 830
Placements financiers / <i>Financial Investments</i>	264 683 007	163 494 691
Actifs d'impôt courants et différés / <i>Current and deferred tax assets</i>	2 074 723	2 412 901
Autres actifs / <i>Other assets</i>	2 624 233	652 045
Actifs non courants destinés à être cédés / <i>Non-current assets held for sale</i>	-	-
Participations dans les entreprises liées / <i>Investments in affiliated companies</i>	-	-
Immeubles de placement / <i>Investment properties</i>	6 149 009	6 317 577
Immobilisations corporelles / <i>Fixed assets</i>	27 987 109	24 111 733
Immobilisations incorporelles / <i>Intangible Assets</i>	2 057 199	2 780 342
Ecart d'acquisition / <i>Goodwill</i>	-	-
TOTAL ACTIFS / TOTAL ASSETS	624 664 942	460 753 865
PASSIFS / LIABILITIES		
DETTES / DEBTS		
Banque Centrale (BRB) / <i>Central Bank</i>	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat <i>Financial liabilities at fair value through profit or loss</i>	-	-
Instruments dérivés de couverture / <i>Hedging derivative instruments</i>	-	-
Dettes avec les banques et assimilées / <i>Debts with banks and similar</i>	67 998 109	23 542 073
Dettes envers la clientèle / <i>Customer deposits</i>	447 966 664	344 757 189
Dettes représentées par des titres / <i>Debts evidenced by certificates</i>	1 634 293	-
Passifs d'impôts courants et différés / <i>Current and deferred tax liabilities</i>	1 613 428	3 669 605
Autres passifs / <i>Other liabilities</i>	15 771 975	11 112 874
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés <i>Debts related to non-current assets held for sale</i>	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance <i>Technical provisions for insurance contracts</i>	-	-
Provisions pour risques et charges / <i>Provisions for risks and charges</i>	5 935 647	6 328 129
Subventions d'investissement et fonds de garantie <i>Investment grants and guarantee funds</i>	-	-
TOTAL DETTES / TOTAL LIABILITIES	540 920 116	389 409 869
CAPITAUX PROPRES / EQUITY		
Capital et réserves liées / <i>Capital and related reserves</i>	25 175 242	23 473 149
Réserves consolidées / <i>Consolidated reserves</i>	32 062 193	22 698 778
Résultat de l'exercice / <i>Earnings of the fiscal year</i>	18 520 039	17 017 595
Gains ou pertes latents ou différés / <i>Unrealized or deferred gains or losses</i>	7 987 352	8 154 473
Intérêts minoritaires / <i>Minority interests</i>	-	-
Total capital et réserves / Total capital and reserves	83 744 826	71 343 995
TOTAL PASSIFS / TOTAL LIABILITIES	624 664 942	460 753 864

Résultat comparé des deux derniers exercices

Income for the last two fiscal years

Montants en milliers BIF / Amounts in thousand BIF	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts et produits assimilés / Interest and similar Income	44 719 369	37 963 495
Intérêts et charges assimilés / Interest and similar expenses	-9 645 436	-5 573 645
Intérêts Nets / Net Interests	35 073 933	32 389 850
+ Commissions (produits) / Commissions (Income)	9 208 216	8 311 227
- Commissions (charges) / Commissions (Expenses)	-113 519	-120 579
+/- Gains ou pertes nets de change / Net Exchange gains or losses	1 346 735	2 403 042
+/- Gains ou pertes nets sur placements financiers / Net gains or losses on financial investments	77 505	47 345
+ Produits des autres activités / Income from other activities	154 559	317 125
- Charges des autres activités / Expenses of other activities	-684 729	-650 310
Produit Net Bancaire / Net Operating Income	43 348,0	35 815,3
- Charges de personnel / Staff expenses	-13 636 570	-12 336 144
- Dotations nettes sur immobilisations / Net allocations to fixed assets	-2 462 087	-2 192 471
- Autres charges générales d'exploitation / Other general operating expenses	-8 297 923	-8 486 445
Résultat brut d'exploitation / Gross Operating Profit	20 666 119	19 682 640
- Coût net du risque / Net risk cost	262 637	1 383 853
Résultat d'exploitation / Operating profit	20 928 756	21 066 493
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs / Net gains or losses on other assets	-369 605	-111 292
Résultat avant impôt / Pre-tax Income	20 559 151	20 955 201
- Impôts sur les bénéfices / Income taxes	-2 039 112	-3 937 605
Résultat Net / Net Income	18 520 039	17 017 595
Résultat net par action / Net income per share	119	109
Résultat net dilué par action / Net Diluted earnings per share	119	109
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL / OTHER ELEMENTS OF THE OVERALL INCOME		
Gains ou pertes latents des actifs disponibles à la vente (IAS 39) / Unrealized gains or losses on available-for-sale assets	0	0
"Écarts de réévaluation des immobilisations (IAS 16 et 38) / Fixed asset revaluation differences"	0	0
Autres / Others	0	0
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL / TOTAL OVERALL INCOME	18 520 039	17 017 595
Résultat total par action / Total income per share	119	109
Résultat total dilué par action / Diluted Total Income per share	119	109

Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 26 mars 2021

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Banque de Crédit de Bujumbura S.M, réunie le 26 mars 2021, prend les résolutions ci-après :

1

L'Assemblée Générale des Actionnaires adopte à l'unanimité le rapport du Commissaire aux Comptes relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020.

2

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont adoptés à l'unanimité par l'Assemblée Générale des Actionnaires, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'Administration et approuvés par le Commissaire aux Comptes.

3

L'Assemblée Générale des Actionnaires adopte à l'unanimité le rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020.

4

Le résultat à affecter s'établissant à 18.525.279.478 BIF après incorporation du report à nouveau de l'exercice antérieur, l'Assemblée Générale des Actionnaires décide de le répartir comme suit :

Dotation à la réserve légale:	1.852.527.948 BIF
Réserve pour Infrastructure:	5.557.583.843 BIF
Réserve complémentaire (réserve disponible, selon l'instruction de la BRB):	4.631.319.870 BIF
Dividende brut:	6.477.867.360 BIF
Report à nouveau:	5.980.457 BIF

5

La gestion des Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 d'une part, et les devoirs accomplis par le Commissaire aux Comptes pour le même exercice d'autre part, sont approuvés à l'unanimité et décharge leur est donnée par l'Assemblée Générale des Actionnaires.

6

L'Assemblée Générale des Actionnaires désigne la société FAJAC comme actionnaire de référence de la BCB ; il rejoint dans ce groupe les actionnaires de référence suivants : BOA Group, SOCABU, BIO, Etat du BURUNDI et OTB.

7

L'Assemblée Générale des Actionnaires élit, nom par nom, Messieurs Alain SIAENS et Jean-Paul COUVREUR, qui étaient mandataires de Degroof Equity, actionnaire sortant, aux postes d'Administrateurs de la Banque de Crédit de Bujumbura représentant l'actionnaire FAJAC, pour un terme de quatre ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2025 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2024.

8

L'Assemblée Générale des Actionnaires élit M. Arnaud BIHANNIC au poste d'Administrateur de la Banque de Crédit de Bujumbura représentant l'actionnaire BOA Group, pour un terme de 4 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2025 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2024, sous réserve de son agrément par la Banque Centrale.

9

L'Assemblée Générale des Actionnaires élit M. Gilles DOSOGNE au poste d'Administrateur de la Banque de Crédit de Bujumbura pour achever le mandat de Mme Carole MAMAN qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2024 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

10

L'Assemblée Générale des Actionnaires renouvelle, nom par nom, les mandats des Administrateurs suivants pour un terme de quatre ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2025 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2024 :

Madame Desiderate MISIGARO et Monsieur Eddy Michel NTIRENGANYA, mandataires de l'actionnaire SOCABU;

Madame Rose KATARIHO, mandataire de l'actionnaire Etat du Burundi.

11

L'Assemblée Générale des Actionnaires nomme le cabinet FIDASCO s.a. comme commissaire aux comptes de la Banque de Crédit de Bujumbura pour une période de deux ans, avec une rémunération annuelle de 23.010.0000 BIF (vingt-trois millions dix mille francs burundais) toutes les taxes comprises. Ce mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2023 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2022.

Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 26 mars 2021

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de ce 26 mars 2021 prend la résolution unique ci-après : L'Assemblée Générale Extraordinaire adopte les modifications des articles 5 et 11 des Statuts, comme suit :

Libellé actuel

Article 5 :

Le capital social est fixé à quinze milliards cinq cent millions de francs, le mot «franc» désignant l'unité monétaire ayant cours légal au Burundi. Il est représenté par cent cinquante-six mille dix-huit actions nominatives d'une valeur nominale de 99.348 francs chacune, donnant droit à un cent cinquante-six mille dix-huitième de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

Nouvelle formulation

Article 5 :

Le capital social est fixé à quinze milliards cinq cent millions de francs, le mot «franc» désignant l'unité monétaire ayant cours légal au Burundi. Il est représenté par cent cinquante-six mille dix-huit actions nominatives d'une valeur nominale de 99.348 francs chacune, donnant droit à un cent cinquante-six mille dix-huitièmes de l'avoir social et jouissant des droits et avantages définis par les présents statuts.

La structure de l'actionnariat est la suivante :

Actionnaire	Nombre d'actions	Valeur nominale
BOA Group	37 785	3 753 845 710
SOCABU	33 861	3 364 006 076
BIO	32 423	3 221 144 355
ETAT DU BURUNDI	18 610	1 848 857 183
FAJAC	15 602	1 550 019 869
O.T.B.	14 197	1 410 436 616
COGERCO	2 586	256 912 664
Fonds de Pension BCB	886	88 021 895
OGI	32	3 179 120
Gilbert NIYUNGEKO	32	3 179 120
Abderrazzak ZEBDANI	1	99 348
Alain SIAENS	1	99 348
Jean-Paul COUVREUR	1	99 348
Paul DERREUMAUX	1	99 348
	156 018	15 500 000 000

Libellé actuel

Article 11 :

Les actions souscrites suite à une renonciation au droit de préférence, sont nominatives et ne peuvent être cédées sans avoir été préalablement offertes en vente aux actionnaires de la société à l'intervention de son Conseil d'Administration.

De ce qui précède et par leur origine même, les soixante-dix mille actions portant les numéros un à soixante-dix mille émises lors de la constitution de la société, sont nominatives et peuvent librement faire l'objet de cessions.

Nouvelle formulation

Article 11 :

Les actions souscrites suite à une renonciation au droit de préférence sont nominatives et ne peuvent être cédées sans avoir été préalablement offertes en vente aux actionnaires de la société à l'intervention de son Conseil d'Administration.

La cession des actions se fait suivant une procédure mise en place par le Conseil d'Administration.

Resolutions of the Ordinary General Meeting of Shareholders of 26 March 2021

The Ordinary General Meeting of Shareholders of the Banque de Crédit de Bujumbura S.M of 26 March 2021, adopts the following resolutions:

1

The General Meeting of Shareholders unanimously adopts the report of the External Auditor for the fiscal year ended on 31 December 2020.

2

The annual accounts for the year ended on 31 December 2020 are adopted unanimously by the General Meeting of Shareholders, as they were closed by the Board of Directors and approved by the External Auditor.

3

The General Meeting of Shareholders unanimously adopts the report of the Board of Directors for the fiscal year ended on 31 December 2020.

4

As the result to be allocated is BIF 18,525,279,478 after incorporation of the retained earnings from the previous fiscal year, the General Meeting of Shareholders decides to allocate it as follows:

Allocation to the legal reserve :	BIF 1,852,527,948
Reserve for Infrastructure :	BIF 5,557,583,843
Additional reserve (reserve available, according to BRB instruction) :	BIF 4,631,319,870
Gross dividend :	BIF 6,477,867,360
Retained earnings :	BIF 5,980,457

5

The Management of the Directors for the fiscal year ended on 31 December 2020 on the one hand, and the duties performed by the External Auditor for the same fiscal year on the other hand, are approved unanimously and discharge is given to them by the General Meeting of Shareholders.

6

The General Meeting of Shareholders designates FAJAC as the reference shareholder of the BCB; in this group he joins the following reference shareholders: BOA Group, SOCABU, BIO, BURUNDI State and OTB.

7

The General Meeting of shareholders elects, name by name, MM. Alain SIAENS and Jean-Paul COUVREUR, who were representative of Degroof Equity, outgoing shareholder, to the positions of Directors of the Banque de Crédit de Bujumbura representing the FAJAC shareholder, for a term of four years expiring at the end of the Ordinary General Meeting of 2025 which will approve the accounts for the 2024 fiscal year.

8

The General Meeting of Shareholders elects Mr. Arnaud BIHANNIC to the post of Director of the Banque de Crédit de Bujumbura representing the BOA Group shareholder, for a term of 4 years expiring at the end of the Ordinary General Meeting of 2025 which will approve the accounts for the 2024 fiscal year, subject to its approval by the Central Bank.

9

The General Meeting of Shareholders elects Mr. Gilles DOSOGNE as Director of the Banque de Crédit de Bujumbura to complete the mandate of Mrs. Carole MAMAN which will expire at the end of the Ordinary General Meeting of 2024 which will approve the accounts for the 2023 fiscal year.

10

The General Meeting of Shareholders renews, name by name, the terms of the following Directors for a four-year term expiring at the end of the Ordinary General Meeting of 2025 which will approve the accounts for the 2024 fiscal year.

- *Mrs. Desiderate MISIGARO and Mr. Eddy Michel NTIRENGANYA, representing the shareholder SOCABU;*
- *Mrs. Rose KATARIHO, representing the Shareholder BURUNDI State.*

11

The General Meeting of Shareholders appoints the Company FIDASCO s.a. as external auditor of the Banque de Crédit de Bujumbura for a period of two years, with an annual remuneration of BIF 23,010,0000 (twenty-three million ten thousand Burundi francs) all taxes included. This term will expire at the end of the Ordinary General Meeting of 2023 which will approve the accounts for the 2022 fiscal year.

Resolutions of the Ordinary General Meeting of Shareholders of 26 March 2021

The Extraordinary General Meeting of Shareholders of 26 March 2021 adopts the following single resolution, The Extraordinary General Meeting adopts the amendments to Articles 5 and 11 of the Statutes, as follows:

Previous formulation

Article 5 :

The social capital is set at fifteen billion five hundred million francs, the word «franc» designating the monetary unit having legal tender in Burundi. It is represented by one hundred and fifty-six thousand and eighteen registered shares with a par value of 99,348 francs each, giving the right to one hundred and fifty-six thousand and eighteenth of the company assets and enjoying the rights and advantages defined by the present statutes.

New formulation

Article 5 :

The social capital is set at fifteen billion five hundred million francs, the word «franc» designating the monetary unit having legal tender in Burundi. It is represented by one hundred and fifty-six thousand eighteen registered shares with a par value of 99,348 francs each, giving the right to one hundred and fifty-six thousand eighteenth of the company assets and enjoying the rights and advantages defined by the present statutes.

The shareholding structure is as follows:

Shareholder	Number of shares	Par value
BOA Group	37 785	3 753 845 710
SOCABU	33 861	3 364 006 076
BIO	32 423	3 221 144 355
BURUNDI State	18 610	1 848 857 183
FAJAC	15 602	1 550 019 869
O.T.B.	14 197	1 410 436 616
COGERCO	2 586	256 912 664
BCB Pension Fund	886	88 021 895
OGI	32	3 179 120
Gilbert NIYUNGEKO	32	3 179 120
Abderrazzak ZEBDANI	1	99 348
Alain SIAENS	1	99 348
Jean-Paul COUVREUR	1	99 348
Paul DERREUMAUX	1	99 348
	156 018	15 500 000 000

Previous formulation

Article 11 :

The shares subscribed following a waiver of the preferential right, are registered and cannot be transferred without having first been previously offered for sale to the shareholders of the company through the intervention of its Board of Directors.

From the foregoing and by their very origin, the seventy thousand shares bearing the numbers one to seventy thousand issued upon the incorporation of the company, are registered and can freely be transferred.

New formulation

Article 11 :

The shares subscribed following a waiver of the preferential right are registered and cannot be transferred without having first been offered for sale to the shareholders of the company through the intervention of its Board of Directors.

The sale of shares is done according to a procedure defined by the Board of Directors.

ANNEXES

1. NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Adoption des normes IFRS

La première adoption des normes IFRS par la BCB est intervenue avec l'exercice 2015, sur recommandation de la BRB qui a adressé un courrier, dans ce sens, à toutes les banques sous sa supervision. Les retraitements rétrospectifs sur l'exercice 2014 ont dû figurer dans le tableau de variation des capitaux propres, conformément à l'IFRS 1 « Première application des IFRS ».

1.1.1. Traitement de la trésorerie et équivalents de trésorerie suivant IAS7

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités.

1.1.2. Présentation des actifs financiers et des passifs financiers conformément à l'IAS 32

L'IAS 32 intitulé « Instruments financiers : présentation-compensation d'actifs financiers et de passifs financiers » définit un instrument financier comme « tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité ». Quant à l'actif financier, il correspond à « tout actif qui est :

- de la trésorerie ;
- un instrument de capitaux propres d'une autre entité ;
- un droit contractuel de recevoir d'une autre entité de la trésorerie ou un autre actif financier ou d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement favorables à l'entité.»

1.1.3. Comptabilisation et évaluation des instruments financiers suivant IAS 39 remplacé par l'IFRS 9

La norme IFRS 9 a introduit une approche unique de classification pour tous les actifs financiers, soit au coût amorti, soit à la juste valeur.

Les actifs financiers sont ainsi classifiés suivant le modèle économique qui prévaut pour l'entité qui les détient.

Si l'objectif du modèle économique est uniquement de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels, l'actif financier est évalué au coût amorti.

Si l'objectif du modèle économique est à la fois de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers, l'actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les actifs financiers qui ne sont détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques ci-dessus sont évalués à la juste valeur par le résultat.

1.1.4. Evaluation et comptabilisation des impôts différés suivant l'IAS 12

Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé doit refléter les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entité s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

La valeur comptable d'un actif d'impôt différé doit être revue à chaque date de clôture. Une entreprise doit réduire la valeur comptable d'un actif d'impôt différé dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Une telle réduction doit être reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

L'impôt exigible et différé doit être comptabilisé en produit ou en charge et compris dans le résultat de la période, sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans la même période ou une période différente ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

1.1.5. Evaluation et comptabilisation des immeubles de placement suivant IAS 40

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou bâtiment – ou partie d'un bâtiment – ou les deux) détenu (par le propriétaire ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement) pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux.

Une entité doit choisir comme méthode comptable soit le modèle de la juste valeur, soit le modèle du coût et doit appliquer cette méthode à tous ses immeubles de placement.

Suivant le modèle de la juste valeur, un profit ou une perte résultant d'une variation de la juste valeur d'un immeuble de placement doit être comptabilisé en résultat dans la période au cours de laquelle il se produit.

La juste valeur d'un immeuble de placement est le prix auquel cet actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Une entité détermine la juste valeur sans aucune déduction des coûts de transaction qu'elle peut encourir lors de la vente ou de toute autre forme de sortie.

La juste valeur d'un immeuble de placement doit refléter les conditions du marché à la date de clôture.

Une entité qui choisit le modèle du coût doit évaluer l'ensemble de ses immeubles de placement selon les dispositions de l'IAS 16 relatives à ce modèle.

1.1.6. Evaluation et comptabilisation des immeubles d'exploitation suivant IAS 16

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, l'entité applique le modèle de la réévaluation comme méthode préférentielle. Elle peut continuer d'utiliser le modèle de coût lorsqu'une évaluation fiable ne peut pas être obtenue, ou lorsque le coût de son obtention paraît exagéré.

Une immobilisation corporelle dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable doit être comptabilisée à son montant réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul de pertes de valeurs ultérieures. Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

La fréquence des réévaluations dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations corporelles en cours de réévaluation. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

Lorsqu'une immobilisation corporelle est réévaluée, toute la catégorie des immobilisations corporelles dont fait partie cet actif doit être réévaluée.

Lorsque la valeur comptable d'un actif est augmentée à la suite d'une réévaluation, l'augmentation doit être créditée directement en capitaux propres sous la rubrique écarts de réévaluation. Toutefois, l'augmentation doit être comptabilisée en résultat dans la mesure où elle compense une diminution de réévaluation du même actif, précédemment comptabilisée en résultat.

Lorsque, à la suite d'une réévaluation, la valeur comptable d'un actif diminue, cette diminution doit être comptabilisée en résultat. Toutefois, une réévaluation négative doit être directement imputée en capitaux propres sous la rubrique écart de réévaluation dans la mesure où l'écart de réévaluation présente un solde créditeur pour ce même actif.

1.1.7. Actifs incorporels suivant IAS 38

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique.

La valeur résiduelle d'une immobilisation incorporelle est le montant estimé qu'une entité obtiendrait à ce jour de la sortie de l'actif, après déduction des coûts de sortie estimés, si l'actif avait l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

Un actif satisfait au critère d'identifiabilité lorsqu'il est séparable, c'est-à-dire qu'il peut être séparé de l'entité et être vendu, transféré, concédé par licence, loué ou échangé, soit de façon individuelle, soit dans le cadre d'un contrat, avec un actif ou un passif lié ou résulte de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que ces droits soient ou non cessibles ou séparables de l'entité ou d'autres droits et obligations.

Une immobilisation incorporelle doit être comptabilisée si, et seulement si :

- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité ;
- le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Une immobilisation incorporelle doit être évaluée initialement au coût.

1.2. Monnaie de tenue des comptes

La monnaie de tenue des comptes est le Franc Burundi (BIF). Un logiciel bancaire appelé IGOR permet la tenue d'une comptabilité multidevise, avec enregistrement des contrevaleurs en francs Burundi aux cours historiques.

A la clôture de l'exercice, les soldes des comptes de trésorerie en monnaies étrangères sont convertis au cours moyen de fin du mois de clôture lorsque les informations financières correspondent à une date autre que la clôture d'exercice.

1.3 Taux d'amortissement des immobilisations d'exploitation

La Loi n°1/02 du 24 janvier 2013 en ses articles 58 à 65 définit les règles et les taux d'amortissements qui doivent s'appliquer pour la clôture des exercices ouverts après le 1er janvier 2013 :

- les actifs faisant l'objet de crédit-bail peuvent être amortis par le crédit-preneur en cas de crédit-bail financier ou par le crédit bailleur en cas de crédit-bail opérationnel ;
- amortissement des immeubles : 5% en linéaire ;
- amortissement des machines lourdes, bateaux, navires et aéronefs : 10% en linéaire ;
- amortissement des actifs incorporels (y compris les fonds de commerce): 10% en linéaire;
- amortissement des matériels informatiques : 50% en dégressif par groupe ;
- amortissement des autres actifs : 25% en dégressif par groupe.

Les taux pratiqués par la BCB se situent dans les limites admises par cette Loi.

1.4. Tests de dépréciation (impairment)

LA BCB pratique systématiquement des tests de dépréciation sur les actifs détenus.

1. Les titres de participation font l'objet de dépréciation dès lors que l'analyse de la situation financière des entités concernées laisse transparaître un risque de perte de valeur des titres. Ceci a été le cas pour les titres détenus sur des sociétés en difficulté et/ou en liquidation.

2. Le test de dépréciation des créances est pratiqué suivant les prescrits de la circulaire n°12/2018 du 17 Août 2018. Suivant l'article 3 de cette circulaire, les créances sont classées en 5 catégories en fonction du nombre de mois de retard de paiement :
- les créances saines qui n'accusent pas de retard d'impayés ; une provision de 1% est néanmoins constituée sur le total des créances saines ; cette provision est prise en compte dans les fonds propres complémentaires ;
 - les créances à surveiller qui présentent des échéances impayées pendant une période inférieure à 90 jours après la date d'échéance ; une provision de 3% doit être constituée sur les créances à surveiller ;
 - les créances pré-douteuses qui comportent des impayés pendant une période comprise entre 90 et 179 jours ; une provision de 20% est constituée sur les créances pré-douteuses ;
 - les créances douteuses qui comportent des impayés pendant une période comprise entre 180 et 359 jours ; une provision de 50% est constituée sur les créances douteuses ;
 - les créances compromises qui comportent des impayés pendant une période de 360 jours et plus, une provision de 100% est constituée sur les créances compromises.

2. NOTES EXPLICATIVES SUR LES ETATS FINANCIERS

2.1. Caisse, Banque de la République du Burundi (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Valeurs en caisse	24 472 832	12 137 034	12 335 799	102%
Banque de la République du Burundi	28 761 361	31 391 133	-2 629 772	-8%
Total	53 234 194	43 528 167	9 706 026	22%

2.1.1. Valeurs en caisse

Billets et monnaies Burundais	11 506 582	7 919 310	3 587 272	45%
Billets et monnaies étrangers	12 966 251	4 217 724	8 748 527	207%
Total	24 472 832	12 137 034	12 335 799	102%

2.1.2. Banque de la République du Burundi

Compte ordinaire en BIF	13 676 174	24 531 319	-10 855 145	-44%
Comptes ordinaires en devises	- 15 085 187	6 859 814	8 225 373	120%
Total	28 761 361	31 391 133	-2 629 772	-8%

Les situations de caisses et le solde de trésorerie à la Banque de la République du Burundi sont attestés par des procès-verbaux de clôture comptable, ainsi que des états de rapprochement.

Les actifs en devises étrangères en caisse et à la BRB sont évalués conformément à l'IFRS 9 (qui a remplacé l'IAS 39 à compter du 1er janvier 2018).

Les cours de change utilisés sont les cours moyens publiés par la BRB à la date de clôture des comptes. Cette règle est également conforme à la Loi Fiscale Burundaise (Article 49 de la Loi n°1/02 du 24/01/2013 relative aux impôts sur les revenus).

2.2. Autres actifs financiers (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Comptes ordinaires auprès des correspondants	41 053 908	28 612 290	12 441 618	43%

La réglementation bancaire du Burundi autorise les banques commerciales à détenir des comptes en devises étrangères auprès d'autres banques commerciales à l'étranger. Les soldes des comptes des correspondants font l'objet de confirmation par les différentes banques et des états de rapprochement sont confectionnés.

La norme IFRS 9 (qui remplace l'IAS 39 à compter du 1er janvier 2018) est appliquée : les différences de change dégagées par l'évaluation des actifs en devises étrangères sont enregistrées au compte de résultat. Les cours de change utilisés sont les cours moyens publiés par la BRB. Cette règle est également conforme au code burundais des impôts (Article 49 de la Loi n°1/02 du 24/01/2013 relative aux impôts sur les revenus).

2.3. Instruments dérivés de couverture

Les instruments dérivés sont des actifs financiers qui consistent en des droits à terme ou des droits conditionnels résultant de contrats ou de promesses de contrats. Ils sont liés à des actifs ou indices sous-jacents et leur valeur dépend de l'évolution de ces actifs ou indices entre la conclusion du contrat et son dénouement.

La valeur du produit est ainsi dérivée de celle des actifs sous-jacents. Les actifs sous-jacents peuvent être par exemple un taux d'intérêt, une devise et son taux de change, une valeur mobilière et sa valeur, une matière première et sa valeur, un indice.

La BCB ne gère pas d'instruments dérivés de couverture.

2.4. Actifs financiers disponibles à la vente

Suivant la définition du plan comptable bancaire édicté par la BRB, les actifs financiers disponibles à la vente constituent une catégorie d'actifs financiers « par défaut ». Il s'agit de titres qui ne peuvent être classés ni en « prêts et autres créances », ni en « actifs détenus jusqu'à l'échéance », ni en « actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette définition est certainement issue de l'application de l'IAS 39, alors que la norme IFRS 9 qui est actuellement applicable préconise une définition plus simple et logique, basé sur les objectifs (modèle économique) retenue par l'entité lors de l'acquisition des titres (sauf changement intervenu par la suite).

La BCB ne détient pas d'actifs financiers disponibles à la vente.

2.5. Prêts et créances sur les banques et assimilées

Cette rubrique enregistre les prêts garantis par des titres reçus en pension. Ils sont comptabilisés de la manière suivante : les titres reçus ne sont pas comptabilisés au bilan comme des titres mais comme une créance.

La créance est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et créances sur les banques et établissements financiers » ou « Prêts et créances sur la clientèle » selon la contrepartie de la pension.

La norme IAS 39 (et l'IFRS 9 qui l'a remplacé) offre l'alternative de valoriser ces prêts au coût amorti (voir aussi chapitre 2, §4.1 du plan comptable IFRS émis par la BRB en 2009).

Cette méthode ne donne de différence significative par rapport à la valeur historique que lorsque le taux d'intérêt effectif est notablement différent des taux historiques et pour des délais longs.

Prêts et créances sur banques et assimilées

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Prêts de trésorerie à terme	0	0	0	-
Prêts financiers	3 827 252	5 610 221	-1 782 968	-32%
Autres comptes "collaterals"	9 637 852	8 292 050	1 345 803	16%
Intérêts courus à recevoir	2 961	3 020	-59	-2%
Total	13 468 066	13 905 290	-437 225	-3%

2.6. Prêts et créances sur la clientèle (chiffres en milliers BIF)

La norme IAS 39, de même que l'IFRS 9 qui l'a remplacé, prévoit de valoriser les prêts au coût amorti (voir chapitre 2, § 4.1 du plan comptable IFRS émis par la BRB en 2009) : utilisation du taux d'intérêts effectif si nécessaire ou mise en évidence du caractère non significatif éventuel des calculs d'actualisation.

Prêts et créances sur la clientèle

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Comptes à vue et comptes débiteurs de la clientèle	37 214 683	36 918 053	296 631	1%
Crédits de trésorerie	46 767 074	39 597 305	7 169 769	18%
Crédits à l'équipement	54 296 186	31 177 730	23 118 456	74%
Crédits à la consommation	50 975 458	51 151 310	-175 852	0%
Crédits immobiliers	19 041 672	13 560 768	5 480 903	40%
Valeurs à recevoir (clientèle)	256 572	0	256 572	
Créances dépréciées. Dépréciations (clientèle)	2 781 850	2 533 663	248 187	10%
Total	211 333 495	174 938 830	36 394 666	21%

2.6.1. Comptes à vue et comptes débiteurs de la clientèle

Comptes à vue	37 162 613	36 710 703	451 910	1%
Autres comptes à vue de la clientèle	52 070	205 510	-153 439	-75%
Intérêts courus sur comptes à vue de la clientèle	0	1 840	-1 840	-100%
Total	37 214 683	36 918 053	296 631	1%

2.6.2 Crédits de trésorerie

Crédits commerciaux	14 015 451	11 264 000	2 751 451	24%
Crédits à l'export	1 919 847	2 929 595	-1 009 749	-34%
Crédits financement marchés	834 957	1 023 844	-188 887	-18%
Autres crédits de trésorerie	29 989 714	24 255 428	5 734 286	24%
Intérêts à recevoir sur crédit trésorerie	7 105	124 438	-117 333	-94%
Total	46 767 074	39 597 305	7 169 769	18%

2.6.3 Crédits à l'équipement

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Crédits à l'équipement aux entreprises	36 953 088	12 759 358	24 193 730	190%
Crédits à l'équipement aux collectivités locales	237 959	308 112	-70 153	-23%
Autres crédits à l'équipement	17 032 940	18 029 761	-996 822	-6%
Intérêts courus à recevoir	72 199	80 499	-8 300	-10%
Total	54 296 186	31 177 730	23 118 456	74%

2.6.4 Crédits à la consommation

Crédits à la consommation affectés	10 068 185	7 561 881	2 506 304	33%
Crédits à la consommation non affectés	40 857 257	43 569 263	-2 712 006	-6%
Intérêts courus à recevoir	50 017	20 167	29 850	148%
Total	50 975 458	51 151 310	-175 852	0%

2.6.5 Crédits immobiliers

Crédits à l'habitat	18 943 204	13 547 824	5 395 380	40%
Crédits immobiliers aux promoteurs	0	0	0	-
Intérêts courus à recevoir	98 467	12 944	85 523	661%
Total	19 041 672	13 560 768	5 480 903	40%

2.6.6 Valeurs à recevoir (clientèle)

Valeurs à l'encaissement	0	0	0	-
Valeurs impayées à recevoir ou à imputer	0	0	0	-
Valeurs en compensation	256 572	0	256 572	-
Total	256 572	0	256 572	-

2.6.7 Créances dépréciées. Dépréciations (clientèle)

Créances pré-douteuses	72 061	63 951	8 110	13%
Créances douteuses	269 668	659 215	-389 547	-59%
Créances compromises	10 266 666	8 884 627	1 382 039	16%
Dépréciations créances	-7 826 545	-7 074 131	-752 414	11%
Moins-values sur crédits hors marché (prêts au personnel)	0	0	0	0
Total	2 781 850	2 533 663	248 187	10%

2.7. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Titres d'actifs financiers disponibles à la vente	1 757 863	1 779 524	-21 661	-1%
Dépréciation titres disponibles à la vente	-70 837	-70 837	0	0%
Bons du Trésor détenus	64 441 000	32 410 000	32 031 000	99%
Intérêts versés d'avance sur bons du Trésor	0	0	0	0
Obligations du Trésor détenues (valeurs nominales)	189 010 000	123 550 000	65 460 000	53%
Primes de remboursement d'obligations	0	0	0	0
Intérêts courus sur obligations du Trésor	9 544 980	5 826 003	3 718 976	64%
Total	264 683 007	163 494 691	101 188 316	62%

Suivant la définition de la norme IAS 39 (qui a été remplacée par IFRS 9 à compter du 1er janvier 2018), les placements détenus jusqu'à leur échéance et les prêts émis jusqu'à leur échéance sont comptabilisés au coût amorti, la perte ou le profit étant constatés dans le résultat de l'exercice.

Le coût amorti est défini par la norme comme « le montant auquel un actif ou un passif financier a été évalué lors de sa comptabilisation initiale diminué des remboursements en principal et majoré ou diminué de l'amortissement cumulé de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance (prime de remboursement ou d'émission, frais d'émission par exemple) et diminué de toute réduction pour dépréciation ou non recouvrabilité ».

La BCB enregistre, sous cette rubrique, les titres de participation dans diverses entités. Le modèle économique retenu par la BCB devra encore être précisé, ce qui nous permettra de mieux comprendre si ces titres ne devraient pas figurer dans les immobilisations financières (46xxx titres de participation).

2.7.1. Incidence du coût amorti sur les bons du Trésor

Les bons du Trésor sont comptabilisés à leur valeur dite « nominale », qui inclut en réalité les intérêts qui seront perçus in fine.

Ces bons étant à un terme très court, sans risque et à des taux plus que confortables, la valorisation au coût amorti (actualisation des flux attendus) n'est pas significative.

2.7.2. Incidence du coût amorti sur les obligations détenues sur le Trésor Public

Certes l'application du coût amorti aboutirait à une répartition différente des intérêts courus sur les obligations, sur la durée de leur maturité, mais ces retraitements ne sont significatifs que pour des délais longs et avec une différence significative entre le taux réel et le taux d'actualisation retenu.

2.8. Actifs d'impôts courants et différés (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Impôt courant (actif)	2 074 723	2 412 901	-338 177	-14%
Impôt différé actif	0	0	0	
Impôt courant (passif imputable)	0	0	0	
Total	2 074 723	2 412 901	-338 177	-14%

La BCB n'a pas enregistré d'impôt différé actif.

L'IAS 12 stipule que « un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible, à moins que l'actif d'impôt différé ne soit généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui : n'est pas un regroupement d'entreprises ; et au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale).

2.9. Autres actifs (chiffres en milliers BIF)

Comptes de régularisation et actifs divers

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Dépôts de garanties divers	0	0	0	
Débiteurs divers	152 709	283 653	-130 944	-46%
Subvention à recevoir sous forme de crédit d'impôt	0	0	0	
Comptes de régularisation	2 402 593	299 358	2 103 235	703%
Valeurs et emplois divers	68 931	69 034	-104	0%
Total	2 624 233	652 045	1 972 188	302%

2.9.1. Débiteurs divers

Sommes diverses dues par le personnel	0	8 000	-8 000	-100%
Divers autres débiteurs	152 709	275 653	-122 944	-45%
Total	152 709	283 653	-130 944	-46%

2.9.2. Comptes de régularisation

Produits à recevoir et charges constatées d'avance	2 240 431	153 781	2 086 650	1357%
Comptes de liaison	1 654	16 624	-14 970	-90%
Suspens d'intérêts	47 599	41 979	5 620	13%
Autres comptes de régularisation	112 910	86 974	25 935	30%
Total	2 402 593	299 358	2 103 235	703%

2.9.3. Valeurs et emplois divers

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Stocks de fournitures de bureau et imprimés	68 931	69 034	-104	0%
Autres valeurs et emplois divers	0	0	0	
Immeubles acquis par dation	0	0	0	
Réduction de valeur des immobilisations en dation	0	0	0	
Total	68 931	69 034	-104	0%

2.10. Participation dans les entreprises liées (chiffres en milliers BIF)

Participations	0	0	0
Dépréciation des titres	0	0	0
Total	0	0	0

IAS 28 s'applique à la comptabilisation des participations dans des entreprises associées.

Selon cette norme, « une entreprise associée est une entité, y compris une entité sans personnalité juridique telle que certaines sociétés de personnes, dans laquelle l'investisseur a une influence notable, et qui n'est ni une filiale, ni une participation dans une coentreprise ».

Si un investisseur détient, directement ou indirectement (par exemple, par le biais de filiales), 20 % ou davantage des droits de vote dans l'entreprise détenue, il est présumé avoir une influence notable, sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas.

L'existence de l'influence notable d'un investisseur est habituellement mise en évidence par une ou plusieurs des situations suivantes :

- représentation au conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue ;
- participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions ;
- transactions significatives entre l'investisseur et l'entreprise détenue ;
- échange de personnels dirigeants ;
- fourniture d'informations techniques essentielles.

Une participation dans une entreprise associée doit être comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, sauf si :

- la participation est classée comme détenue en vue de la vente ;
- la participation autorise à procéder à une consolidation suivant l'IAS 27.

2.11. Immeubles de placement (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Terrains, aménagements et Immeubles de placement	8 071 531	8 068 774	2 758	0%
Amortissements des immeubles de placement	-1 922 522	-1 751 197	-171 325	10%
Dépréciation des immeubles de placement	0	0	0	
Total	6 149 009	6 317 577	-168 568	-3%

La norme IAS 40 préconise la valorisation des immeubles de placement, au choix entre la méthode de la juste valeur (fair value model) ou le modèle du coût. En cas d'option pour la juste valeur, les variations de valeurs sont enregistrées dans le résultat global.

L'entité qui opte pour le modèle de coûts est néanmoins obligée de fournir les informations relatives à la juste valeur des actifs. La réévaluation doit être actualisée avec une régularité suffisante pour s'assurer que les variations sont significatives ou non.

2.12. Immobilisations corporelles (chiffres en milliers BIF)

Immobilisations corporelles d'exploitation	50 713 237	44 783 784	5 929 454	13%
Amortissements des immobilisations corporelles	-22 726 129	-20 672 051	-2 054 078	10%
Total	27 987 109	24 111 733	3 875 376	16%

Suivant l'IAS 16, une entité doit choisir pour méthode comptable soit le modèle du coût, soit le modèle de la réévaluation ; elle doit appliquer cette méthode à l'ensemble d'une catégorie d'immobilisations corporelles.

La BCB procède à un inventaire des immobilisations corporelles et met à jour les tableaux d'amortissements.

2.13. Immobilisations incorporelles (chiffres en milliers BIF)

Logiciels informatiques	5 276 019	5 165 103	110 916	2%
Amortissements des immobilisations incorporelles	-3 508 287	-2 796 957	-711 330	25%
Autres immobilisations incorporelles	289 468	412 197	-122 729	-30%
Immobilisations incorporelles en cours (logiciels)	0	0	0	0
Total	2 057 199	2 780 342	-723 143	-26%

Détail de la rubrique « Autres immobilisations incorporelles »

Charges à répartir	1 424 102	1 423 148	954	0%
Amortissements autres immobilisations incorporelles	-1 134 634	-1 010 951	-123 683	12%
Total	289 468	412 197	-122 729	-30%

L'IAS 38 définit une immobilisation incorporelle comme « un actif non monétaire identifiable sans substance physique ». Par ailleurs, un actif satisfait au caractère identifiable lorsqu'il : est séparable, c'est-à-dire qu'il peut être séparé de l'entité et être vendu, transféré, concédé par licence, loué ou échangé, soit de façon individuelle, soit dans le cadre d'un contrat, avec un actif ou un passif lié ; ou résulte de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que ces droits soient ou non cessibles ou séparables de l'entité ou d'autres droits et obligations.

Les éléments qui peuvent être enregistrés à l'actif en immobilisations incorporelles sont ainsi très strictement limités par cette définition.

2.14. Dettes envers les banques et assimilées (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Comptes ordinaires des banques et assimilés	11 217 461	6 639 469	4 577 991	69%
Valeurs données en pension, emprunts et autres comptes créditeurs	56 780 648	16 902 604	39 878 044	236%
Valeurs à payer (banques et assimilés)	0	0	0	
Total	67 998 109	23 542 073	44 456 036	189%

2.14.1 Comptes ordinaires des banques et assimilés

Comptes ordinaires des banques au Burundi	3 360	4 459	-1 099	-25%
Comptes ordinaires des établissements financiers	1 421 920	2 810 029	-1 388 109	-49%
Comptes ordinaires des institutions de microfinance	9 792 181	3 824 981	5 967 199	156%
Comptes ordinaires des banques centrales, des banques et établissements financiers à l'étranger	0	0	0	0
Total	11 217 461	6 639 469	4 577 991	69%

2.14.2 Valeurs données en pension, emprunts et autres comptes créditeurs

Emprunts de trésorerie au jour le jour	0	0	0	0
DAT microfinances	7 380 000	2 550 700	4 829 300	189%
Emprunts inter-réseau et autres dettes	48 934 617	14 112 000	34 822 617	247%
Intérêts courus	466 031	239 904	226 127	94%
Total	56 780 648	16 902 604	39 878 044	236%

2.15. Dettes envers la clientèle (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Comptes à vue et comptes créditeurs de la clientèle	446 287 084	343 143 236	103 143 848	30%
Valeurs à payer (clientèle)	1 679 580	1 613 953	65 627	4%
Total	447 966 664	344 757 189	103 209 476	30%

2.15.1 Comptes à vue et comptes créditeurs de la clientèle

Comptes à vue	278 940 099	226 261 319	52 678 780	23%
Autres comptes à vue de la clientèle	1 841 052	1 420 043	421 009	30%
Comptes d'épargne	60 072 428	51 650 346	8 422 082	16%
Dépôts et comptes à terme	92 884 022	57 222 156	35 661 866	62%
Dépôts de garantie reçus de la clientèle	10 118 448	5 073 307	5 045 141	99%
Intérêts courus	2 431 035	1 516 065	914 970	60%
Total	446 287 084	343 143 236	103 143 848	30%

2.15.2 Valeurs à payer (clientèle)

Valeurs à payer	1 679 580	1 501 668	177 912	12%
Chambre de compensation	0	112 284	-112 284	-100%
Total	1 679 580	1 613 953	65 627	4%

2.16. Passif d'impôts courants ou différés (chiffres en milliers BIF)

Impôt courant	1 613 428	3 669 605	-2 056 176	-56%
Impôt différé passif	0	0	0	0%
Total	1 613 428	3 669 605	-2 056 176	-56%

Selon l'IAS 12, « l'impôt différé passif est le montant d'impôt payable sur les bénéfices lors d'exercices futurs.

L'impôt différé passif correspond au décalage temporel existant entre la constatation comptable d'un produit et sa prise en compte dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur ». L'impôt différé passif peut aussi se rapporter à des crédits d'impôt reportables.

Calcul des impôts différés passifs à comptabiliser :

Ecart de réévaluation des immeubles et titres	7 987 352	8 154 473	-167 122
Taux d'imposition	30%	30%	0
Impôts différés passifs	2 396 206	2 446 342	- 50 136

2.17. Autres passifs (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Créditeurs divers	591 804	468 680	123 124	26%
Comptes de régularisation	15 180 172	10 644 194	4 535 978	43%
Total	15 771 975	11 112 874	4 659 101	42%

2.17.1 Crédateurs divers

Sommes dues à l'état	436 809	351 869	84 941	24%
Sommes dues aux organismes de prévoyance	57 348	54 741	2 606	5%
Fournisseurs de biens et services	29 088	13 158	15 930	-
Divers autres Crédateurs	68 559	48 912	19 647	40%
Total	591 804	468 680	123 124	26%

2.17.2 Comptes de régularisation

Charges à payer et produits constatés d'avance	14 238 867	10 044 597	4 194 270	42%
Comptes de liaison	0	0	0	
Autres comptes de régularisation	941 305	599 598	341 707	57%
Total	15 180 172	10 644 194	4 535 978	43%

2.18. Provisions pour risques et charges (chiffres en milliers BIF)

Provisions pour risques de crédit inscrites au passif	2 504 888	2 669 405	-164 517	-6%
Provisions pour risques et charges (hors risque de crédit)	3 430 758	3 658 724	-227 965	-6%
Total	5 935 647	6 328 129	-392 482	-6%

Détail des Provisions pour risques et charges (hors risque de crédit)

Provisions pour retraite et autres avantages au personnel	0	0	0	
Provisions pour risques et charges (hors risque de crédit)	3 430 758	3 658 724	- 227 965	- 6%
Total	3 430 758	3 658 724	- 227 965	- 6%

2.19. Capital et réserves liées (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Primes liées au capital	0	0	0	0
Réserve légale	9 675 242	7 973 149	1 702 094	21%
Capital souscrit appelé et versé	15 500 000	15 500 000	0	0%
Total	25 175 242	23 473 149	1 702 094	7%

2.20. Réserves consolidées (chiffres en milliers BIF)

Réserve statutaires	0	0	0	-
Réserve facultatives	32 056 952	22 695 437	9 361 515	41%
Report à nouveau affecté	5 241	3 340	1 900	57%
Résultats non encore affectés	18 520 039	17 017 595	1 502 444	9%
Corrections d'erreurs	0	0	0	-
Total	50 582 231	39 716 373	10 865 858	27%

2.21. Gains ou pertes latents ou différés (chiffres en milliers BIF)

Écart de réévaluation du portefeuille	0	0	0	-
Autres gains ou pertes latents sur valeurs d'actif	1 431 046	1 431 046	0	-
Écarts nets de réévaluation des immobilisations	6 556 306	6 723 428	-167 122	-
Total	7 987 352	8 154 473	-167 122	-

2.22. Résultat de l'exercice (chiffres en milliers BIF)

Le détail des rubriques du compte de résultat, ainsi que leur évolution, figurent dans les sections numérotées de 2.24 à 2.35

2.23. Intérêts et produits assimilés (chiffres en milliers BIF)

Produits sur opérations avec les banques et assimilés	18 334 059	13 063 894	5 270 164	40%
Produits sur opérations avec la clientèle	26 385 310	24 899 601	1 485 709	6%
Total	44 719 369	37 963 495	6 755 873	18%

2.23.1. Produits sur opérations avec les banques et assimilés

Intérêts sur valeurs reçues en pension, prêts & autres comptes débiteurs	18 334 059	13 063 894	5 270 164	40%
--	------------	------------	-----------	-----

2.23.2 Produits sur opérations avec la clientèle

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Intérêts sur comptes débiteurs de la clientèle	6 854 452	5 822 079	1 032 373	18%
Intérêts sur crédits de trésorerie	4 502 559	3 967 818	534 740	13%
Intérêts sur crédits à l'équipement	4 629 226	4 890 075	-260 850	-5%
Intérêts sur crédits à la consommation	8 638 192	8 503 162	135 031	2%
Intérêts sur crédits immobiliers	1 019 135	1 128 170	-109 035	-10%
Commissions sur engagements de financement et de garantie	741 746	588 297	153 450	26%
Intérêts sur titres de créances émis par la clientèle	0	0	0	-
Total	26 385 310	24 899 601	1 485 709	6%

Les opérations de placements en trésorerie (Bons et obligations du Trésor) représentent plus de 40% des intérêts, et ils ont augmenté de 40% entre 2019 et 2020.

Ceci n'est pas une exception, toutes les banques de la place ayant fortement recouru à ces placements, malgré une baisse continue des taux servis par le Trésor Public.

2.24. Intérêts et charges assimilées (chiffres en milliers BIF)

Charges sur opérations avec les banques et assimilés	- 1 321 257	- 280 219	- 1 041 038	372%
Charges sur opérations avec la clientèle	- 8 324 178	- 5 293 426	- 3 030 752	57%
Total	- 9 645 436	- 5 573 645	- 4 071 790	73%

2.24.1 Charges sur opérations avec les banques et assimilés

Intérêts sur comptes ordinaires de la Banque de la République du Burundi	-13 611	0	-13 611	100%
Intérêts sur comptes ordinaires des Banques et autres créditeurs	-33 906	-6 825	-27 080	397%
Intérêts sur valeurs données en pension, emprunts et autres créditeurs	-1 273 741	-273 394	-1 000 347	366%
Total	-1 321 257	-280 219	-1 041 038	372%

2.24.2 Charges sur opérations avec la clientèle

Intérêts sur comptes créditeurs de la clientèle	-311 169	0	-311 169	100%
Intérêts sur comptes d'épargne	-3 173 832	-2 680 896	-492 935	18%
Intérêts sur dépôts à terme	-4 839 177	-2 602 640	-2 236 537	86%
Intérêts sur Bons de caisse	0	-9 890	9 890	-100%
Total	-8 324 178	-5 293 426	-3 030 752	57%

Les charges sur opérations avec les banques sont constituées par des « surcotes » payées sur les obligations du Trésor.

Ces charges devraient exceptionnellement être imputées sur les intérêts générés par les mêmes obligations (voir note 2.23 ci-avant), afin de ne pas fausser les analyses.

2.25. Commissions sur prestation de service (produits) - chiffres en milliers BIF -

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Commissions sur fonctionnement de compte	2 736 936	2 706 833	30 103	1%
Commissions sur moyens de paiement	4 198 743	4 163 568	35 174	1%
Commissions de service sur crédits	2 091 211	1 187 360	903 851	76%
Autres produits sur prestations de services	181 327	253 465	-72 139	-28%
Total	9 208 216	8 311 227	896 989	11%

2.26. Commissions sur prestation de service (charges) - chiffres en milliers BIF -

Charges sur moyens de paiement	-111 481	-115 965	4 485	-4%
Autres charges sur prestations de service	-2 039	-4 613	2 575	-56%
Total	-113 519	-120 579	7 059	-6%

2.27. Gains ou pertes nets de change (chiffres en milliers BIF)

Produits net sur opérations de change	19 792	28 124	- 8 331	- 30%
Gains sur réévaluation d'avoirs en devises étrangères	1 082 247	1 713 551	- 631 304	- 37%
Commissions reçues sur opérations de change	617 925	1 123 812	- 505 887	- 45%
Autres produits nets sur instruments financiers	- 21 661	500	- 22 161	4432%
Commissions payées sur opérations de change	- 351 568	- 462 944	111 376	- 24%
Produits net sur opérations de change	1 346 735	2 403 042	-1 056 307	- 44%
Total	19 792	28 124	- 8 331	- 30%

2.28. Gains ou pertes nets sur placements financiers (chiffres en milliers BIF)

Dividendes reçus	77 505	47 345	30 160	64%
-------------------------	---------------	---------------	---------------	------------

2.29. Produits des autres activités (chiffres en milliers BIF)

Produits sur immeubles de placement	118 738	107 738	11 000	10%
Gains sur les changements de juste valeur	0	0	0	0%
Divers autres produits accessoires	35 821	209 387	-173 566	-83%
Total	154 559	317 125	-162 566	-51%

2.30. Charges des autres activités (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Perte sur les changements de juste valeur	0	0	0	0%
Charges sur immeubles de placement	-684 729	-650 310	-34 419	5%
Total	-684 729	-650 310	-34 419	5%

2.31. Charges du personnel (chiffres en milliers BIF)

Salaires et appointements	-8 286 032	-7 466 189	-819 843	11%
Primes et gratifications	0	0	0	0%
Autres rémunérations	0	0	0	0%
Charges d'allocations sociales	0	0	0	0%
Charges de retraite	0	0	0	0%
Charges de formation	-277 212	-110 465	-166 748	151%
Engagements de retraite et autres avantages au personnel	-2 887 956	-2 956 991	69 036	-2%
Autres charges du personnel	-2 185 369	-1 802 499	-382 871	21%
Total	-13 636 570	-12 336 144	-1 300 426	11%

2.32. Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles (chiffres en milliers BIF)

Amortissement immeubles et aménagements d'exploitation	0	0	0	0%
Amortissement matériel, mobilier et véhicules	-656 488	-659 019	2 531	0%
Amortissement informatiques	-1 681 917	-1 407 667	-274 250	19%
Amortissements valeurs incorporelles	-123 683	-125 786	2 103	-2%
S /total des dotations brutes	-2 462 087	-2 192 471	-269 616	12%
Reprise écart de réévaluation	0	0	0	0%
Reprise de la quote-part de subventions reçues	0	0	0	0%
Dotations nettes	-2 462 087	-2 192 471	-269 616	12%

2.33. Autres charges générales d'exploitations

Impôts et taxes	- 32 379	- 4 585	- 27 794	606%
Charges liées aux locaux	- 2 154 684	- 2 843 767	689 083	- 24%
Honoraires et prestations externes	- 1 393 198	- 635 522	- 757 676	119%
Autres charges externes	- 4 318 966	- 4 219 249	- 99 718	2%
Autres charges d'exploitation	- 398 696	- 783 322	384 626	- 49%
Total	- 8 297 923	- 8 486 445	188 522	- 2%

2.34. Coût net du risque (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Reprises de dépréciations des créances	2 525 433	2 765 251	-239 818	-9%
Récupérations sur créances amorties	1 783 426	2 171 256	-387 829	-18%
Dotations pour dépréciations des créances	-2 498 583	-1 221 287	-1 277 296	105%
Pertes sur créances irrécupérables	-1 547 639	-2 331 367	783 728	-34%
Dotations aux provisions pour risque de crédit inscrites au passif	0	0	0	0%
Total	262 637	1 383 853	-1 121 216	-81%

2.35. Gains ou pertes nets sur autres actifs (chiffres en milliers BIF)

Produits sur valeurs et emplois divers	0	0	0	0%
Divers autres produits ou charges accessoires (plus-value Dations, etc.)	0	0	0	0%
Reprises de provisions fiscales	0	0	0	0%
Plus-values de cession sur immobilisations	14 872	258 805	-243 933	-94%
Moins-values de cession sur immobilisations	0	-1 822	1 822	-100%
Reprises de provisions hors risque de crédit	0	0	0	0%
Reprises des moins-values nettes sur immobilisation réévaluées	167 122	148 519	18 603	13%
Dotations aux provisions pour risques et charges (hors risque de crédit)	-551 598	-516 794	-34 804	7%
Total	-369 605	-111 292	-258 313	232%

2.36. Impôts sur les bénéfices

Impôts sur les bénéfices	- 2 039 112	- 3 937 605	1 898 493	- 48%
Charges/produits d'impôts différés	0	0	0	0%
Total	- 2 039 112	- 3 937 605	1 898 493	- 48%

2.37. Gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente

La BCB ne détient pas d'actifs disponibles à la vente (actions ou obligations cotées par exemple).

2.38. Ecarts de réévaluation des immobilisations

La BCB n'a pas procédé à la réévaluation des immobilisations (cette rubrique enregistre les écarts de réévaluation des immobilisations autres que les immeubles de placement).

2.39. Résultat global total (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019	Variation annuelle	
			(En volume)	(en %)
Résultat net	18 520 039	17 017 595	1 502 444	9%
Autres éléments du résultat global	0	0	0	0%
Total	18 520 039	17 017 595	1 502 444	9%

ANNEXE 3: ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (chiffres en milliers BIF)

	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Gains latents	Résultat	Total des capitaux propres
Capitaux propres clôture N-2 (2018)	15 500 000	6 755 000	15 999 065	8 302 993	12 178 042	58 735 100
Changement de méthodes et corrections d'erreurs	0	0	0	0	0	0
Capitaux propres ouverture N-1 (2019)			15 999 065	8 302 993	12 178 042	58 735 100
Affectation du résultat N-2 (2018):					-7 917 861	-7 917 861
Prime de bilan, dividendes, tantièmes versés					-4 260 181	-4 260 181
Augmentation de Capital					0	0
Incorporation réserves						7 917 861
Autres (détail dans les notes annexes)			0		0	0
Résultat net de l'exercice			0		17 017 595	17 017 595
Sous-total: transactions entre actionnaires					0	0
Autres éléments du résultat global:	0	0	0	0	0	0
Gains ou pertes latents sur valeurs d'actif						
Ecarts de réévaluation des immobilisations						
Capitaux propres clôture N-1 (2019)					17 017 595	71 343 994
Changement de méthodes et corrections d'erreurs	0	0	0	0	0	0
Capitaux propres ouverture 2020 (N)	15 500 000	7 973 149	22 698 777	8 154 473	17 017 595	71 343 994
Affectation du résultat N-1 (2019):	0	0	-3340	0	-11 065 508	-11 068 848
Prime de bilan, dividendes, tantièmes versés	0	0	0	0	-5 952 087	-5 952 087
Augmentation de Capital	0	0	0	0	0	0
Incorporation réserves	0	1 702 093	9 366 755	0	0	11 068 848
Autres (détail dans les notes annexes)	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'exercice	0	0	0	0	18 520 039	18 520 039
Sous-total: transactions entre actionnaires	0	0	0	0	0	0
Autres éléments du résultat global:	0	0	0	0	0	0
Gains ou pertes latents sur valeurs d'actif	0	0	0	-167 122	0	-167 122
Ecarts de réévaluation des immobilisations	0	0	0	0	0	0
Capitaux propres clôture 31/12/2020	15 500 000	9 675 242	32 062 192	7 987 351	18 520 039	83 744 824

ANNEXE 4: ETAT DE FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2020 (chiffres en milliers BIF)

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat avant impôts	20 559 151	20 955 201
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	2 462 087	2 842 782
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-262 637	-123 179
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	0	0
Perte nette/gain net des activités d'investissement	369 605	-407 324
(Produits)/charges des activités de financement	0	0
Autres mouvements (Fluctuation des cours de change, Réévaluation)	0	-150 952
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant Impôts et des autres ajustements	2 569 055	2 161 327
Flux liés aux opérations avec les banques et assimilées	44 893 260	17 314 599
Flux liés aux opérations avec la clientèle	67 077 447	-8 743 445
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-99 554 023	-33 272 796
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	576 432	5 607 218
-Impôts versés	-2 039 112	-3 937 605
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	10 954 004	-23 032 029
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	34 082 210	84 499
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	0	0
Flux liés aux immeubles de placement Note 63	168 568	0
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-6 151 047	-2 189 282
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-5 982 479	-2 189 282
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-5 952 087	-4 260 181
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	0	0
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-5 952 087	-4 260 181
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	22 147 645	-6 364 964
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	72 140 457	78 505 421
Caisse, banques centrales (actif et passif)	43 528 167	49 156 077
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des banques et assimilées (actif et passif)	28 612 290	29 349 344
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	94 288 101	72 140 457
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	53 234 194	43 528 167
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des banques et assimilées (actif et passif)	41 053 908	28 612 290
Variation de la trésorerie nette	22 147 644	-6 364 964

Réseau de la BCB au 30 juin 2021 / BCB network as of 30 June 2021

Siège / Head Office

Mairie de Bujumbura – 5, Boulevard Patrice Emery Lumumba – BP 300 – Bujumbura – BURUNDI
Tél.: (257) 22 20 11 11 – Swift : BCRBBIBI – @ : <info@bcb.bi> – www.bcb.bi

Centre d’Affaires / Business Centre

Siège Social – 1^{er} étage – Mairie de Bujumbura – 5, Boulevard Patrice Emery Lumumba – BP 300
Bujumbura - BURUNDI – Tél.: (257) 22 20 11 73 – @ : <info@bcb.bi>

Agences et Guichets de Bujumbura / Bujumbura Branches and Counters

AGENCE CENTRALE

Mairie de Bujumbura
5, Boulevard Patrice Lumumba
BP 300 – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 10 65

AMITIÉ

Avenue de l’Amitié – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 45

BUYENZI

Avenue de la Santé – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 55

CENTENAIRE

Boulevard de l’Uprona – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 51

KIGOBE

Boulevard du 28 Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 77

AGENCE DU 1^{er} JUILLET

Avenue OUA– Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 12 60

KINANIRA

Boulevard Mwezi Gisabo – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 57

ORÉE DU GOLF

Boulevard du 1^{er} Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 12

PLACE DE L’INDÉPENDANCE

Place de l’Indépendance – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 44

AGENCE DE KAMENGE

Boulevard Mwambutsa – Bujumbura
Tél. : (257) 22 20 12 10

GUICHET DE LA BRARUDI¹

Boulevard du 1er Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 24 67 25

GUICHET DU PORT DE BUJUMBURA¹

Boulevard du Port – Bujumbura
Tél.:(257) 22 24 11 49

GUICHET SEP¹

Boulevard du 1^{er} Novembre – Bujumbura
Tél.:(257) 22 20 11 69

GUICHET PNUD¹

Avenue des Patriotes
Tél.:(257) 22 20 11 81

GUICHET UNICEF¹

Avenue Gitega -Kabondo Ouest
Tél.:(257) 22 20 12 22

GUICHET DE LA CHAUSSÉE

P.L. RWAGASORE¹
Chaussée P.L. Rwagasore – Bujumbura Tél. :
(257) 22 20 11 04

GUICHET DE LA PAFE²

Boulevard Mwambutsa – Bujumbura
Tél. : (257) 22 20 12 59

¹ Rattachés à l’Agence Centrale

² Rattaché à l’Agence Kigobe

Agences des Provinces / Branches in Provinces

GITEGA

Province de Gitega – Avenue du Triomphe
BP 158 – Gitega
Tél. : (257) 22 20 12 47

KARUSI

Province de Karusi – Karusi
Tél. : (257) 22 20 12 35

KAYANZA

Province de Kayanza – Route Nationale 1
BP 4 – Kayanza
Tél. : (257) 22 20 12 13

KIRUNDO

Province de Kirundo – Place du Marché
BP 39 – Kirundo
Tél. : (257) 22 20 12 27

MAKAMBA

Province de Makamba – Makamba
Tél. : (257) 22 20 12 36

MUYINGA

Province de Muyinga – Route Nationale 6
BP 44 – Muyinga
Tél. : (257) 22 20 12 21

NGOZI

Province de Ngozi – Route Nationale 6
BP 43 – Ngozi
Tél. : (257) 22 20 12 33

NYANZA-LAC

Province de Makamba – Route Nationale 3
Nyanza-Lac – Tél. : (257) 22 20 12 03

RUGOMBO

Province de Cibitoke – Route Nationale 5
Rugombo - Tél. : (257) 22 20 11 60

RUMONGE

Province de Rumonge – Route Nationale 3
BP 19 – Rumonge – Tél. : (257) 22 20 12 05

RUTANA

Province de Rutana – Rutana
Tél. : (257) 22 20 11 86

RUYIGI

Province de Ruyigi – Ruyigi
Tél. : (257) 22 20 12 09

AGENCE DE GIHOFI

Province de Rutana
Gihofi – Tél. : (257) 22 50 70 15